

Type de conférence : **Atelier thématique**

Date : **27 août 2009**

Titre : **Croissance verte : comment concilier les aspects environnementaux et sociaux dans le développement et la mutation des villes et des territoires ?**

Nom de la salle : **Salle Les Ilates**

Animateur principal : **Jean-Louis Bianco**

Intervenants :

- **Jean-Louis Bianco**, Député, Président du Conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, Coprésident du Forum des Territoires
- **Laurence Rossignol**, Vice-présidente du Conseil régional de Picardie, Secrétaire nationale du parti socialiste
- **Expert : Pierre Radanne**, Fondateur de « Futur Facteur 4 », ancien Président de l'ADEME

Jean-Louis Bianco

Je commence en questionnant cette notion de "croissance verte", pas pour faire de la philosophie ni pour faire de la sémantique, mais pour vous faire observer qu'on parle beaucoup, y compris dans le travail du parti socialiste, la convention de Pierre Moscovici entre autres, d'un nouveau modèle de développement. Développement n'est pas croissance. D'autre part, il y a des gens qui sont pour la décroissance. Je ne suis pas pour la décroissance, c'est un mot qui ne veut rien dire, même si on doit mesurer autrement la croissance. Je voudrais insister sur le fait que "croissance verte" a peut-être le mérite d'être simple et compréhensible, mais est en réalité ambigu. Ça donne l'impression de n'avoir qu'une dimension écologique et un peu économique. On oublie la question sociale, et on voit, avec la taxe carbone, qu'elle est très présente. Je préférerais pour ma part un nouveau modèle de développement écologique, ou durable, ou soutenable (ça se discute) et évidemment social, avec un souci d'équité et de justice sociale. N'oublions pas que ce concept de développement durable, ou plutôt soutenable, a été introduit dans un rapport de Madame Brundtland, Premier ministre de Norvège à la fin des années 80. Dans ce rapport, il est dit que développement durable ou soutenable, c'est économique, social et écologique. Dans les Agendas 21 ou les plans climat qu'on fait dans nos collectivités, nous essayons d'avoir ces trois dimensions, et pas seulement les économies d'énergie.

Ce qui pose le problème des nouveaux indicateurs de croissance. Nicolas Sarkozy a mis en place une commission avec des gens tout à fait remarquables, animée par Stiglitz, qui a rendu un premier rapport. Je vous invite si vous voulez approfondir la question à lire les écrits de Dominique Médat qui est l'une des plus profondes sur ce sujet.

Il faut évidemment d'autres indicateurs de croissance que le PIB. On sait très bien que cet indicateur ne parle de ce qui est sur le marché, les biens matériels, et met sur le même plan, ce qui est un côté positif et négatif du point de vue du développement durable. Mais une fois qu'on a dit ça, on n'a pas dit grand-chose. La grande difficulté est de savoir si on doit avoir plusieurs indicateurs, beaucoup

d'indicateurs. Et est-ce que c'est lisible ? A mon avis, ça n'est pas lisible. L'indicateur de développement humain, publié par les Nations Unies, est intéressant, sauf qu'on regarde le classement. C'est très frappant, mais la vraie question est : comment établit-on le classement et sur quels critères ? La difficulté devant laquelle nous sommes, nous qui voulons, avec beaucoup d'autres, un nouveau modèle de développement, c'est comment trouver un indicateur synthétique ou des indicateurs compréhensibles pour mesurer le développement durable. Il y a l'empreinte écologique, le niveau d'éducation, les degrés d'inégalités, mais tout ça est loin d'être évident.

Après les nouveaux indicateurs de croissance, je vous propose une liste de sujets dont nous pourrions débattre à partir des expériences que vous connaissez : nos réalisations de terrains, à nous élus de gauche, sur les territoires, qu'il s'agisse des communes, des intercommunalités, des départements ou des régions. C'est intéressant qu'on en parle et que vous en parliez très librement en disant : on a essayé mais ça n'a pas marché ; ou bien : on a essayé et ça a marché. Qu'on ait une vision très pragmatique à partir de vos expériences.

- Il y a la priorité relative aux transports collectifs. On y reviendra certainement dans le débat par rapport à la taxe carbone. Il y a un gros problème d'asymétrie, d'inégalité entre le rural et l'urbain.
- Les énergies renouvelables : il serait intéressant qu'on ait une discussion un peu serrée sur l'éolien et même sur le photovoltaïque. Je suis dans un département qui a l'ambition de devenir leader sur le sujet. Je sais qu'on a énormément de mal à faire des éoliennes. Il y a des gens qui contestent la qualité de l'énergie éolienne du point de vue du développement durable. Et en tout cas dans mon département, presque partout où on veut le faire, on a des gens qui trouvent que ça n'est pas beau. Ça commence à venir à l'échelle de la France entière pour les fermes ou parcs photovoltaïques, sans parler de la concurrence avec les terres agricoles. J'aimerais, quand on parle énergie renouvelable, qu'on parle aussi de ces questions-là parce que ce sont celles auxquelles nos territoires vont être confrontés aujourd'hui et demain.
- Il y a tout ce qui est recherche, innovation, développement de nouveaux procédés. Dans cette région, on a l'exemple de la voiture électrique. Et toute une série d'actions sont menées dans beaucoup de nos collectivités : les Agendas 21, agenda pour le XXI^e siècle, s'inspirant des engagements internationaux de Kyoto et du rapport Brundtland ; les bilans carbone dans les activités diverses qui sont de notre responsabilité ; et les plans climat. Je voudrais faire observer à quel point ça a bougé vite. Il y a dix ans, je ne suis pas sûr qu'il y avait beaucoup de collectivités qui parlaient d'Agenda 21. Et maintenant, ça se développe comme une traînée de poudre, avec des contenus et sérieux. Idem pour les plans climat, qui sont venus un peu après.

Je voudrais vous proposer une réflexion personnelle, mais qui recoupe des réflexions menées ici ou là, au parti socialiste ou ailleurs, sur ce que serait un nouveau modèle de développement écologique et sociale, durable, soutenable, croissance verte (peu importe le mot). Le premier axe d'un nouveau modèle de développement pour moi, c'est changer nos modes de production. Ça a des conséquences dont on ne parle pas toujours assez. Par exemple, sur l'écoconception qui est encore assez peu répandue. Ecoconception dans deux sens : le bilan énergétique global de la conception et de la production d'un produit, et le bilan de ce qu'il faudra faire après pour le recycler ou le détruire. Mais il y a aussi la question de la durabilité au sens strict. Nos parents, nos grands-parents encore plus, peut-être même nous, quand nous étions enfants, nous avions des jouets qui duraient. J'ai des jouets que j'ai passés à mes enfants et qui sont en train de passer à mon petit-fils. Quelle est maintenant la durée

de vie d'un jouet ou d'un objet ? Ça coûte plus cher de réparer les portables, les ordinateurs... que d'en racheter des neufs. C'est dans la logique économique du système. Mais je crois qu'on doit mettre en cause cette logique, y compris du point de vue de l'emploi. D'abord du point de vue d'une certaine philosophie de la vie. Je ne suis pas contre le changement, les choses bougent vite, les technologies évoluent, c'est formidable, ça nous donne de nouveaux outils. Mais si on a des choses un peu plus durables, on sera peut-être un peu plus durable dans nos cerveaux et un peu moins soumis aux pressions des effets de mode.

Donc, écoconception, durabilité des produits, et réparer, recycler. C'est une branche économique extrêmement importante, en développement, mais encore comme un à-côté. En gros, on recycle avec les gens qu'on veut recycler socialement : les gens à réinsérer retapent des vieilles machines à laver. Ça vient bien ensemble : on retape les Rmistés ou les chômeurs de longue durée et on retape les machines à laver. Pourquoi pas ? Mais je pense qu'il faut aller plus loin, avec une vraie vision de cette économie de la réparation et du recyclage : à quelles conditions économiques ça peut devenir rentable du point de vue des indicateurs de développement, pas du point de vue simplement de la rentabilité à court terme.

Il y a ensuite tout ce qui est travail à distance qui me paraît extrêmement important. Les espoirs énormes de la fin des années 70 et des années 80 sur le télétravail ne se sont pas du tout concrétisés. Très peu de plates-formes de télétravail. Le collectif au travail veut dire quelque chose. Avoir un bureau nomade pour soi quand on est cadre moyen-supérieur, ça peut aller. Mais ce n'est pas la vraie vie d'un collectif de travail. Il y a beaucoup d'initiatives individuelles, en particulier dans les zones rurales où les gens s'installent, que ce soit des architectes, des concepteurs, des traducteurs, des experts-comptables qui peuvent être dans le plus petit trou des Alpes de Haute-Provence, pourvu que le gouvernement dans sa grande bonté veuille bien amener l'ADSL, y compris dans les zones peu peuplées (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui). Mais ça n'a pas pris l'essor que ça devrait, alors que du point de vue d'un développement équilibré – parce qu'il y a aussi le développement et l'équilibre des territoires dans le développement durable, on ne va pas tout concentrer sur les villes – concernant la diminution des transports, ça serait intéressant.

Toujours dans ce premier axe du changement des modes de production, les questions agricoles et alimentaires. Je suis depuis longtemps partisan d'une beaucoup plus grande autosuffisance alimentaire, à la fois pour nos paysans et pour les paysans du sud. C'est une position qu'on peut taxer de ringarde, ne prenant pas en compte les bénéfices formidables de la mondialisation du commerce. C'est un de mes sujets de débat récurrent avec Pascal Lamy. Je ne nie pas que l'Organisation mondiale du commerce soit un progrès par rapport à pas d'organisation, évidemment. En plus, quand il y a des instances internationales où l'on peut faire condamner les États-Unis, pourquoi s'en priver ! Mais on voit toutes les crises de sécurité alimentaire qui se produisent. Le développement des exportations a eu pour effet dans beaucoup de cas de tuer les agricultures de tiers-monde. Nos paysans sont souvent réduits à être les jardiniers de l'espace, ce qu'à la rigueur ils veulent bien accepter, mais ils aimeraient bien qu'on les reconnaisse pour leurs productions de qualité.

Dans le changement de nos modes de production, il y a donc aussi l'autosuffisance alimentaire, le développement de l'agriculture bio ou raisonnée également et enfin les circuits courts.

Deuxième axe : changer nos modes de transport. Ce sont bien sûr les transports collectifs. C'est la voiture électrique ou la voiture mixte, avec quantité de problèmes technologiques dont j'ai le sentiment

qu'ils sont des prétextes : autonomie limitée à 160 km, nécessité d'avoir des batteries qui coûtent cher, où se recharger... Ce sont des prétextes. Je livre ça avec un point d'interrogation. Quand on veut faire un développement parce qu'on voit une rentabilité à court terme, on le fait. Regardez les développements formidables de l'informatique ou du nucléaire ! J'ai vraiment le sentiment que là-dessus, on n'a pas mis le paquet. Je vous livre une anecdote du temps où j'étais ministre des Transports, quand j'ai lancé les premiers débats publics sur les grandes infrastructures. La Sncf, Alstom, etc. m'expliquaient qu'on ne pouvait pas faire des trains qui feraient moins de bruit. Si, on peut ! La Sncf, Alstom, etc. m'expliquaient que la solution des trains pendulaires en Italie n'était pas intelligente. Si, elle est intelligente ! Il faut une volonté politique et la capacité scientifique doit permettre de résoudre ces problèmes. On va y arriver mais on a perdu beaucoup de temps. Les expériences de type Vélib', Autolib' sont également intéressantes.

La question des péages : vous avez vu les débats en Angleterre ou en Italie sur les péages à l'entrée des villes pour avoir un effet dissuasif. Lorsque nous sommes allées en Allemagne avec quelques élus de la FNESR, nous avons même vu une ville où le covoiturage était à ce point développé que ça devenait une activité rentable. Des entreprises privées trouvaient une rentabilité à organiser le covoiturage.

Troisième axe : changer notre conception de la ville. Certains ont dit (je pense à François Bellanger, président d'un think tank, *Transit City*) : "le couple voiture-hypermarché va disparaître". Je mettrais un point d'interrogation, mais je vous livre cette affirmation.

Il ne se passe pas de jour sans qu'on ne parle d'écoquartier, sans qu'il y ait des articles et des décisions prises. Ça mérite un tri. C'est bien d'avoir un label à la mode, mais qu'est-ce qu'un écoquartier ? Je souhaiterais qu'on puisse échanger là-dessus.

Dans le domaine de la ville, la question de la densité est une vraie question, avec un débat vif. À Paris, il y a finalement eu un certain désaccord entre Bertrand Delanoë et les socialistes et certains Verts, Bertrand étant plutôt partisan d'une certaine densité pour des raisons écologiques et durables, pour limiter les modes de transport.

Quatrième axe : changer le logement. Isolation, économie d'énergie, écoprêt à taux zéro, récupération des eaux de pluie, utilisation du bois, du chauffage solaire, bâtiment à énergie zéro, voire à énergie positive. Là encore, j'ai été frappé de voir en Allemagne que dans de vrais écoquartiers, avec des gens qui ont beaucoup d'avance sur nous, on arrive à ce que la majorité des maisons, dans un petit quartier de quelques milliers de logements, soient à énergie positive, y compris des petits pavillons ou des maisons à caractère social.

Cinquième axe : développer vraiment les énergies renouvelables. Par vraiment, j'entends : cesser les discours et regarder comment on arrive à atteindre les objectifs qu'on se fixe. J'ai évoqué le débat sur les éoliennes : est-ce que c'est bien ou pas, premier débat, et ce n'est pas beau, deuxième débat. Je vois également venir ce débat sur les champs et fermes photovoltaïques, concurrence avec terres agricoles, et ce n'est pas beau.

J'ajoute un problème auquel j'ai été confronté, qui a été pour moi une grosse surprise. Nous prétendons installer une vallée des énergies nouvelles sur la Durance et sur la Bléone, avec une série de réalisations et de projets concernant les panneaux solaires photovoltaïques et la production de silicium. Les petites productions sur les toits de maisons, les toits de bâtiments industriels, les toits de

bâtiments agricoles, se développent. Je constate qu'EDF est incapable de répondre dans des délais raisonnables. J'ai eu de nombreuses réunions au niveau régional et les explications ne m'ont pas convaincu. Certains disent que c'est parce qu'EDF n'est pas content de se voir imposer des tarifs de rachat excessif. En tout cas, il n'a pas anticipé. Et c'est un énorme problème de dire aux gens que c'est intéressant, écologiquement correct et fiscalement intéressant, et que les tuyaux ne fonctionnent pas. Le pire, c'est que ce sont les gros tuyaux : 64 000 volts, 220 000 volts ou plus.

Sixième axe : les effets sur l'emploi. Je mentionne juste ce point sur lequel j'aimerais qu'on puisse échanger. Nous avons dit que la croissance verte, le développement durable, soutenable, le nouveau modèle de développement, auraient des effets bénéfiques et importants pour l'emploi. Je n'en doute pas, y compris pour le développement, soit d'activités de pointe sur lesquelles la recherche française et européenne pourrait s'affirmer, soit pour l'installation, l'entretien, la réparation, qui sont des petites entreprises locales, non délocalisables. J'ai de grosses interrogations sur le nombre d'emplois que ça représente. Il y a eu un rapport du ministère de l'Environnement, le rapport McKinsey et un autre. Mais quand on parle de cette croissance verte, il faut qu'on donne les éléments permettant d'apprécier le nombre d'emplois.

Enfin, ce nouveau modèle de développement pose la question de quelle politique gouvernementale. Il y a peut-être eu une certaine tendance des élus de gauche, socialiste ou apparentés, non écologistes, à faire un complexe sur l'écologie. Peut-être sommes-nous en train aujourd'hui d'oublier la question sociale. La taxe carbone, c'est très bien mais comment fait-on en pratique par rapport aux effets sur les gens les plus modestes, qui n'ont pas le choix et sur le milieu rural. Les incitations fiscales, l'écoprêt à taux zéro : est-ce que ça marche ? Est-ce que c'est bien ? Est-ce que si nous étions aux manettes, nous ferions différemment ? L'effet social : ne pas accroître les inégalités, au contraire, avec un vrai problème de justice.

Et une dernière dimension : si nous étions aux responsabilités, je crois que nous pourrions prendre beaucoup plus au mot les entreprises qui affichent des directeurs du développement durable (parfois, c'est vrai) qui vous envoient des grands rapports sur l'environnement, le social, etc. Il y a là un gaspillage de papier et souvent une tromperie – je pense aux rapports dont Total nous abreuve. Ce levier qui pour une part est sincère – des gens dans l'entreprise sont aussi écologiquement responsables que nous – pour une part est un effet d'image de marque. Ne pourrions-nous pas prendre ce levier pour aller beaucoup plus loin, y compris dans la conditionnalité des aides publiques ?

En résumé, j'ai interrogé croissance verte par rapport à modèle de développement durable, nouveau modèle de développement. J'ai proposé qu'on parte de nos réalisations dans un premier temps avant de venir au national. Et j'ai suggéré à titre personnel : changer nos modes de production, changer nos modes de transport, changer notre conception de la ville, changer le logement, développer vraiment les énergies renouvelables, effets sur l'emploi et quelle politique gouvernementale.

Pierre Radanne

Je vais essayer de reprendre cette relation entre l'économique, le social et l'environnemental, avec une trame historique. Vous êtes des politiques, vous avez besoin d'être dans un récit. Cette question est un peu compliquée. L'arrivée de la question environnementale date du début des années 70, avec le rapport du Club de Rome, la prise en compte de la finitude de la planète, de l'importance de l'impact de

l'activité humaine sur la planète, récent à l'époque et de plus en plus massif. Ça a pris très vite la forme d'un conflit entre l'économique et l'environnemental, l'économique ayant perçu que l'environnemental était facteur de surcoût et qu'il mettait en cause sa compétitivité. Ce débat des années 70 a été une défaite de la gauche : l'économique a annexé le social dans la discussion, au motif que si l'environnemental était un surcoût pour l'économique, il allait devenir défavorable à l'emploi. Nous avons eu une montée de tension entre le social et l'environnemental. Quand il fallait mettre une usine aux normes et que le patron mettait la clé sous la porte, c'étaient des chômeurs dans la rue.

Un petit égratignement très tendre sur le thème de cet atelier : "comment concilier les aspects environnementaux et sociaux". Le mot "concilier" dit la grandeur d'âme et la souffrance des socialistes. Cette formulation est probablement le fait d'une personne qui a dû écrire ça avant 1987 ! 1987, c'est l'année du rapport de Madame Brundtland, dont il faut que vous assumiez qu'elle était socialiste. Ce rapport revient sur cette question et la transforme profondément. N'oubliez pas qu'à l'époque, aucun éditeur français n'a accepté de le traduire, qu'aucun vendeur de livres français n'a voulu l'importer et que je le faisais venir par bateau des éditions du Fleuve à Québec. C'est pour dire la surdité française.

Gro Harlem Brundtland dit que l'environnement est la base de ressource du développement. On le comprend bien des sociétés agricoles et forestières. C'est aussi le cas des sociétés minières, de nos grandes zones industrielles. Et maintenant, c'est également le cas sur le tertiaire et sur le tourisme. Quels sont les deux seuls facteurs de reproduction d'un territoire ? L'environnement et la formation des personnes. Si vous bousillez votre environnement, dans un monde où les territoires sont en compétition sur l'attractivité, vous n'allez plus attirer d'activités. Ce que dit Gro Harlem Brundtland en 1987, c'est qu'on ne peut pas séparer la question environnementale de la question économique et sociale.

Je peux le redire d'une façon plus idéologique dans l'histoire de gauche. Je pense être bilingue, entre une culture de gauche, une culture sociale et une culture écologique. Dans l'histoire du XIXe siècle, le progrès scientifique considérable, l'accès à des ressources créent un dynamisme économique qu'on n'a jamais eu dans l'histoire humaine : des croissances économiques à deux chiffres pour certains pays, alors que depuis Jésus-Christ, la croissance économique a été d'un demi-point par an. Le XIXe et le XXe siècles ont été bien évidemment une accélération considérable. La question fondatrice de la gauche, c'est : comment fait-on le partage de cette richesse économique nouvelle. La question sociale est venue immédiatement interpellier la question économique, avec une synthèse qui a mis plus d'un siècle à se faire. Au plan de la théorie, c'était Keynes, sur le fait que la consommation de masse, c'est-à-dire l'accès social de tous à un meilleur être, était quelque part un facteur de relance et d'activité économique. Le social et l'économique avaient réussi leur synthèse, ce qui a donné la social-démocratie de l'après-guerre. La fin du XXe siècle arrive une nouvelle interpellation qui dit : le couple de l'économique et du social, c'est bien, mais un nouveau sujet vient vous interpellier, les limites de la planète, les dégâts d'un certain nombre de technologies, sanitaires et autres,

la question de l'environnement. Il faut que vous preniez en compte cette question de l'environnement. Et nous sommes là à la deuxième intégration. Il faut que nous ayons un trait d'union entre l'économique, le social et l'environnemental. Et si l'environnemental ne fonctionne pas, l'économique et le social ne fonctionneront plus. L'environnemental n'est pas un supplément d'âme, c'est la condition de l'exercice de l'économique et du social dans le monde d'aujourd'hui.

J'insiste un peu là-dessus parce que je crois que c'est extrêmement important idéologiquement de le percevoir et de l'exprimer.

Pour revenir sur la question du développement durable avec une petite "vacherie" : le développement durable est l'enfant non reconnu de la gauche française. Tout le monde reconnaît ses enfants aujourd'hui ! On a eu une culture tellement forte de l'intérêt général, identifiée à l'État, identifiée à notre système redistributif, qu'il y a eu, sur le front de chaque personne de la gauche française, quelque chose de l'ordre de : "ça me suffit". Notre force de conviction de la Révolution française et du service public de l'après-guerre nous a retardés dans la prise en compte de l'élargissement d'une vision d'intérêt général. L'intérêt général est bien évidemment planétaire, il doit prendre en charge l'ensemble de l'horizon de la planète, il doit prendre en charge ces questions de l'environnement. La question du développement durable est complètement inscrite dans la vision européenne de l'intérêt général mais on a eu un peu de mal en France à comprendre que cette affaire-là était pour nous un élargissement et que ça ne faisait que renforcer nos convictions profondes.

J'aborde maintenant la question de la question écologique aujourd'hui. On n'est plus dans la situation d'il y a trente ans. La question écologique est beaucoup plus grave aujourd'hui, même si à l'époque, les choses étaient déjà nommées. Le point dur aujourd'hui est la question du changement climatique. Quelles sont les spécificités de la question du changement climatique par rapport aux autres questions ? D'un point de vue politique, le problème du changement climatique nous pose trois questions majeures. La première, c'est que c'est la première fois sur un sujet de ce type où on a une échéance obligatoire et un objectif quantitatif obligatoire. C'est d'une extrême violence. Nous devons diviser par deux les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2050. C'est la condition de la stabilisation des conditions de vie sur terre. Si on ne le fait pas, le scénario est très simple et le dernier rapport du Giec est très clair : on a un effondrement de la production alimentaire un énorme problème d'eau sur les deux ceintures tropicales de la planète. En gros, on ne nourrit plus les gens et on rentre dans un monde de conflits. C'est ça ou la guerre ! On a une exigence impérative avec un rendez-vous au demi-siècle qui va totalement restructurer la manière dont on pense le monde et dont on doit organiser les affaires.

Cette question du changement climatique est la première question politique totale de l'histoire humaine. La formulation est un peu forte et je vais m'en expliquer. Il y avait des questions planétaires avant celle du changement climatique. Le sida, la faim dans le monde sont des questions planétaires. Au passage, les pays ont essayé de résoudre le problème pour eux-mêmes, sans être en totale empathie avec le reste de la planète. La question du changement climatique est de ce point de vue-là plus impérative. Le climat qu'il fait en France n'est pas décidé par les Français. C'est une coproduction mondiale. Il n'y a pas de solution nationale possible. C'est le premier sujet de l'histoire politique à solidarité planétaire obligatoire. Pour résoudre le problème, on doit y aller tous ensemble.

Deuxième remarque : vous êtes sur le retour de la question nord-sud, question fermée depuis la décolonisation. Les pays du nord ne peuvent pas résoudre le problème sans les pays du sud. Dans la négociation climat, je suis le conseiller des 53 pays africains et je dis au reste de la planète : l'Afrique émet 3,5 % des émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire peanuts, mais elle va passer d'un à deux milliards d'habitants. Si ces deux milliards d'habitants n'arrivent pas à trouver un chemin de développement compatible avec les émissions de gaz à effet de serre, ça suffira à déstabiliser l'ensemble de la planète. On est donc obligé de revenir sur la question du développement, d'un point

de vue fondamental pour la gauche : son internationalisme. Avons-nous un projet pour l'ensemble de l'humanité.

La troisième question posée par le changement climatique est démocratique. Elle est simultanée des précédentes. En France, la moitié des émissions de gaz à effet de serre concerne chacun d'entre nous dans sa vie privée : la manière dont vous vous chauffez, dont vous vous déplacez, votre régime alimentaire, l'origine de votre approvisionnement alimentaire, vos choix de consommation pèsent tous ensemble la moitié des émissions du pays. C'est un sujet à granulométrie très fine. Ce sont des millions d'actes individuels qui structurent le résultat qui est l'émission de gaz à effet de serre. À la limite, on aurait une granulométrie très peu fine – dix usines en France à retaper – on met je ne sais quel filtre à la sortie de l'usine et le problème est réglé. On a réglé pas mal de problèmes environnementaux comme ça. Là, la granulométrie est extraordinairement fine. La conclusion est terrifiante, mais je vais la prendre du côté positif : nous sommes obligés d'avoir une solution démocratique au problème. Nous sommes dans l'obligation d'aller chercher une adhésion volontaire des gens à la résolution du problème. Nous sommes devant un pari culturel, de formation continue de tous. Nous sommes dans l'obligation de mettre le citoyen en avant, et compte tenu de ça, je reviendrais sur l'ampleur de la question territoriale. Vous avez là l'ensemble du jeu qui nous est proposé.

La question du changement climatique recoupe tout à fait la question du social. Quand on est confronté à une difficulté de ce type, ce sont les plus vulnérables qui sont les plus victimes du changement climatique, avec des couches sociales auxquelles on n'avait pas forcément pensé au départ, par exemple, le 4^e âge : la solitude du 4^e âge devient un naufrage en cas de canicule. Ces questions sociales sont des questions profondes.

Quelle était la question fondamentale de la gauche du XIX^e et du XX^e siècle ? Est-ce que la science et la technique peuvent améliorer la vie des gens ? La gauche a beaucoup travaillé

sur cette question et la réponse est oui. On vit à la fin du XX^e siècle l'équivalent d'une génération de plus par rapport au début du XX^e siècle. L'amélioration des conditions de vie a été considérable. Mais on peut noter que le XIX^e et le XX^e siècle ont très mal fait leur boulot et seront très critiqués plus tard dans les livres d'histoire parce qu'ils ne l'ont fait que pour un cinquième de l'humanité. Le boulot du XX^e siècle n'est pas terminé. Par contre, quel est le boulot du XXI^e siècle ? On commence à le décrypter. Il est vertigineux et presque à rebours des deux siècles précédents, ce qui provoque la crise politique dans laquelle on est en ce moment. En 2060, date de la fin de la croissance démographique humaine – l'humanité aura été multipliée par 10 depuis 1800 –, il y aura 9,5 milliards d'habitants. Tous voudront bien vivre. Et la gauche doit le porter. Les ressources de la planète sont limitées. La charge sur l'environnement de la planète est déjà excessive. Dans ce cahier des charges, quelle va être la valeur du XXI^e siècle, qui permet de passer au milieu de tout ça ? Jean-Louis l'a illustré de façon très thématique et très scrupuleuse. La valeur morale, personnelle, technologique, financière du XXI^e siècle va être l'optimisation de l'utilisation des ressources. C'est la nouvelle conception du progrès, ce n'est pas une rupture avec le progrès. Et c'est une conception qui va être la condition de la paix dans le monde : faire que chaque enfant dans ce siècle, sur cette planète, puisse avoir accès à de bonnes conditions de vie, en respectant l'équilibre de la planète. Le recyclage, l'économie d'énergie, tout ce qui a été dit tout à l'heure sont le sens profond de cette affaire. À ce moment-là, le gaspillage est antisocial. Dans le débat entre la gauche et les écologistes, cette discussion-là aurait dû venir beaucoup

plus tôt. Dans l'attention aux ressources, il y avait une préoccupation sociale, bien évidemment planétaire.

La crise financière et économique dans laquelle nous sommes aggrave les choses, par les évolutions que nous avons de ce côté qui mettent très en danger le côté social de notre société. Dans la mondialisation de l'économie, la mise en concurrence des travailleurs aux quatre coins de la planète, avec ce dumping sur les coûts salariaux, provoquent une érosion de la protection sociale. Par rapport au sujet qui nous est posé, est-ce que l'écologie nous donne des points d'avancée par rapport à cette érosion de la protection sociale, qu'on sait ralentir mais qu'on ne sait pas empêcher ?

Il y a eu dans cette affaire une défaite idéologique de la gauche qui date des années 70, sur la primauté du droit de la concurrence sur les droits dans lesquels on fonctionnait, qui posaient comme principe premier la question de l'intérêt général. Notre droit et l'intervention de l'État étaient fondés dans l'après-guerre sur l'intérêt général. Et à un moment, on nous dit : le droit le plus important est celui de la concurrence des entreprises. Ça a beaucoup d'avantages, mais ça a balayé tous les argumentaires juridiques en faveur de l'intérêt général comme étant des préoccupations nationales non ouvertes sur le monde, etc.

Par rapport à cette défaite juridique, je pose la question : comment allons-nous faire pour refonder un droit d'intérêt général ? Les écologistes peuvent vous y aider parce que la question écologique est aussi une mondialisation par rapport à ce bien commun qu'est la planète. À partir du moment où on sacralise ce bien commun qu'est la planète, on resacralise

le droit de chaque humain à disposer de ce bien commun et on reconstruit des principes de droit qui vont s'imposer à l'ensemble des activités. Qu'est-ce qu'organise le protocole de Kyoto ? Rien moins qu'un rationnement des pays les plus riches par rapport à la soutenabilité de la vie sur la planète par rapport aux émissions de gaz à effet de serre. Cet élément de droit est supérieur aux droits de la concurrence, tous les pays y sont soumis. On a à reconstruire un réarmement juridique sur l'intérêt général parce que seule une vision d'intérêt générale permet d'organiser la protection sociale. C'est un retour via la crise économique et financière qui est fondamental.

Je vais aller très vite sur les questions territoriales qui seront l'essentiel du débat. Dans le débat sur l'efficacité d'accès aux ressources et la valorisation des ressources locales, ce sont bien évidemment les territoires qui sont en première ligne. Seuls les territoires savent faire ça. Ce ne sont pas les politiques globales, les politiques nationales qui peuvent se poser la question de cette optimisation, qui est une espèce de tendresse de proximité vis-à-vis des projets, des réalisations. Faire que chaque projet fait par les personnes, les entreprises et les territoires soit de la meilleure qualité possible dans ce siècle, par rapport aux contraintes de ce siècle.

Avec cette question du changement climatique, et au-delà, le débat sur les Agendas 21, une idée très classique de gauche revient, celle de la planification : le retour vers l'idée d'un futur organisé, par rapport à des objectifs d'intérêts généraux, qu'on remet en avant et qui font l'objet d'un débat social. Derrière ça, la nécessité de l'adhésion du citoyen. Ça revisite des sujets qui vous sont proches, la question de la démocratie participative. La démocratie participative n'est pas une esthétique, c'est une obligation. On est dans quelque chose qui est de l'ordre d'une grande bifurcation de civilisation. L'humanité n'a pas trouvé d'autre planète. Notre destin commun pour plusieurs siècles et probablement plusieurs millénaires est d'arriver à vivre en paix à 9 milliards sur cette boule ronde, sans se taper

dessus, sans épuiser ses ressources et sans détruire son environnement. L'humanité est mariée avec sa planète, elle va devoir l'entretenir. Le dialogue singulier de chacun d'entre nous, entre son mode de vie personnel et ce qui est possible par rapport à un destin commun sur la planète, oblige à refonder un dialogue politique entre la personne et cette totalité qu'est l'humanité. Je parle plutôt de démocratie d'élaboration : nous sommes dans l'obligation d'élaborer un projet qui est un projet pour tous, mais aussi un projet de vie personnel. Comment dans mes actes individuels, si j'é mets beaucoup de gaz à effet de serre, ça n'impacte pas seulement ma vie privée, ça renvoie aussi au collectif. Nous sommes contraints à une démocratie d'élaboration : élaborer le projet collectivement, construire la vision d'un avenir réussi. Cette démocratie d'élaboration n'est bien évidemment pas substitutive à la démocratie représentative. Elle lui donne mandat. Ce dont le politique a le plus besoin aujourd'hui, c'est d'un mandat de la société. On a bien un embranchement, une cascade de l'un sur l'autre.

Toute civilité se construit sur la transmission d'un récit. Or, nous avons autour de nous une grande crise du récit de vie. Les parents ne savent plus raconter le futur de la vie de leurs enfants. Il faut donc aujourd'hui reconstruire un récit collectif et un récit individuel. Ce que nous dit la politique, ce métier merveilleux, c'est qu'il n'y a que la parole qui sache faire ça. Quelles sont les transitions que l'on va devoir faire, individuellement, collectivement, par rapport à ça ? Vous voyez à quel point les Agendas 21 et les plans climat territoriaux sont d'extraordinaires instruments politiques. Il faut les vivre non pas comme des obligations administratives, mais comme des constructions politiques. À cet égard, le débat sur le Grenelle n'est pas inintéressant parce que quelque part, il est de la même nature, de même que le débat sur le green new deal.

Il y a un thème sur lequel j'essaie de travailler, en lien avec ce que disait Jean-Louis, c'est la thématique de l'ancrage du développement. La mondialisation est une bonne chose. De toute façon, elle est là. Mais elle peut être une espèce de drainage qui vide de leur substance et de leur autonomie les territoires. Il nous faut, avec énormément d'exigences, réinventer un ancrage du développement dans les territoires et un lien entre les activités et les territoires. On constate par exemple que l'agriculture française va être une nécessité pour le monde puisque les besoins alimentaires mondiaux vont doubler. L'Égypte, c'est 70 millions d'habitants sur la surface agricole de la Bretagne. Ces gens-là ne peuvent pas se nourrir ! On va importer des ordinateurs aux Chinois et on va vendre de l'alimentaire aux Égyptiens. Et c'est une bonne chose. Les énergies renouvelables, le recyclage, l'agriculture, le tourisme, la culture : en quoi nos territoires ont des ressources qui vont leur donner dans le nouveau monde un minimum de stabilité. Il faut vraiment réfléchir à cette notion d'ancrage, au sens de l'ancre de marine.

La question des écoquartiers est intéressante. L'objectif sous-jacent est intéressant : je voudrais que mon territoire ait une cohérence qui renvoie à un projet réussi pour le monde. C'est cette notion de globalité de l'écoquartier. Peut-on bien vivre en étant économe en ressources, en ayant un mode de vie agréable et en détruisant son environnement ? Chacun de nos concitoyens aspire à ça. Et chaque fois qu'on avance d'un millimètre dans cette direction, on libère des angoisses dans la tête des gens. Il y a aujourd'hui une réoccupation du projet territorial comme n'étant pas simplement une déclinaison du national. Le territorial se lie à la question fondamentale pour chaque personne : comment je réussis ma vie en étant loyal vis-à-vis des autres et avoir une cohérence dans mon comportement individuel avec les autres. Même à gauche, on n'a pas une prédisposition à être schizophrène. On doit réussir ce lien entre sa vie personnelle et un projet collectif. Le territoire est profondément le lieu indispensable de cette mise en liaison.

Laurence Rossignol

Trois paradoxes pour commencer, qui sont la somme des paradoxes dans lesquels les socialistes et la civilisation se débattent aujourd'hui. Le premier, qu'on a identifié à l'issue des élections européennes de manière claire, mais qui était perceptible avant, c'est que la crise du capitalisme financier ne profite pas mathématiquement et algébriquement aux socio-démocrates et aux socialistes, ni sur le plan idéologique, ni sur le plan électoral. C'est un premier paradoxe.

Le deuxième paradoxe est que – Pierre a bien expliqué à quelle de la défaite de la pensée il identifiait la question écologique pour la gauche – les socialistes sont sur la défensive par rapport à l'introduction de la question environnementale dans la pensée socialiste et dans cette articulation entre l'économique, le social et le développement durable.

Ta cruauté quant au mot "conciliation" m'amuse, d'autant que ça fait quelques années que j'ai repéré ce mot comme étant très piégé, puisque c'est celui qu'on dit toujours aux femmes pour les amener à concilier la vie professionnelle et la vie familiale, et les résultats ne sont pas terribles en la matière ! Donc, le mot "concilier" n'est pas encourageant quand on le trouve dans une problématique de ce type.

Dans notre réflexion, nous sommes en défense sur les questions de développement durable, alors que justement, nous devrions être terriblement offensifs dans la mesure où les problématiques de développement durable nous réarment dans leurs contradictions intrinsèques au dogme du libéralisme. Il n'y a pas de développement durable possible en harmonie avec la prévalence du dogme de la libre concurrence, avec celui de la dérégulation, du court terme, avec celui de la rentabilité immédiate, avec celui de l'accumulation rapide des profits et avec celui de la suppression des services publics. Il y a là pour les socialistes un champ de réarmement idéologique extraordinaire, par rapport aux difficultés de pensée dans lesquels on se débat depuis deux décennies.

Troisième paradoxe : l'écart et l'intériorisation par nous-même de cet écart entre les politiques locales que nous menons et notre difficulté à les modéliser et les traduire en un projet politique collectif. Les socialistes n'ont vraiment pas à rougir de leur approche des questions d'environnement. Dans nos collectivités locales – mairie, département, région – nous menons les uns et les autres des politiques innovantes, audacieuses, qui ne sont pas sous-traitées aux élus Verts (contrairement à ce qu'on raconte). Elles sont reprises en charge par les exécutifs de manière collective. De plus en plus, ce sont les présidents et les présidents d'exécutifs qui portent ces politiques. Nous ne sommes pas dans un partage des tâches avec les élus Verts. Nous avons donc la capacité au plan local d'être audacieux et innovants, et nous sommes timorés quand il s'agit d'en traduire l'expérience et les conséquences en termes de projet politique collectif.

Nous sommes dans ces trois paradoxes qu'il va falloir résoudre, ensemble et assez rapidement. Parce que s'il y a urgence climatique, il y a aussi urgence politique. Nous n'avons pas jusqu'à 2050 pour diviser par deux les émissions de pollution électorale de l'UMP et de Nicolas Sarkozy. Nous n'avons que trois ans, ce qui est un délai beaucoup plus court. Il faut que nous ayons deux choses en tête. Pierre a bien exprimé l'urgence. Il faut qu'on discute assez franchement et librement d'une série de sujet.

Pense-t-on toujours que la somme des progrès scientifiques et technologiques va nous sauver des excès de nos consommations, de nos modes de vie, de notre économie, de nos pillages et des excès-même de la science et de la technologie ? Est-ce que toute difficulté environnementale va trouver une

solution va trouver une solution technique ? Est-ce qu'à la voiture sale va forcément succéder la voiture propre ? Pourrions-nous tenir les objectifs climatiques, à mode de vie égal et uniquement avec des substituts technologiques et scientifiques ? Où doit-on aussi admettre que nous avons une réflexion à impulser sur l'évolution des modes de vie, qui nous renvoie à la question démocratique ? Cette évolution des modes de vie ne peut être que collectivement portée et acceptée. Dans les nouveaux sujets sur lesquels la question environnementale nous amène à réfléchir, je suis convaincu qu'on ne pourra pas continuer à mode de développement égal, quelles que soient les technologies qu'on mette à la disposition des modes de développement, et en particulier les modes de développement individuels. Un des principaux enjeux, c'est la question des transports collectifs et des transports publics. Nous sommes dans l'expérimentation, le soutien et le maillage de sauvegarde de nos territoires, dans lequel on était souvent jusqu'à présent en région (on protège des lignes, on essaie de sauver de l'irrigation de territoire, de lutter contre la désertification), mais on n'est pas dans l'offensive qui consiste à dire : notre objectif pour demain, c'est que le transport collectif devienne le premier mode de transport sur l'ensemble des déplacements individuels dans notre territoire. Ça pose la question de la gratuité. Dans les réflexions qui se mènent autour de nous, je suis assez sensible aux réflexions que mènent des courants autour des décroissants qui disent que la question de la rareté va ramener la question de la gratuité. Et que si on veut vraiment faire changer les modes de vie, si on veut vraiment affronter les questions de rareté, ce n'est pas en rendant tout plus cher, mais en pénalisant le mésusage et en rendant gratuit le bon usage. Si on admet que le transport individuel – covoiturage ou tout autre forme de transport alternatif – émetteur de gaz à effet de serre est le mauvais usage, le bon usage, c'est le transport collectif. La question de la gratuité des transports collectifs me paraît être pour les socialistes une question centrale.

Je vais prendre un exemple un peu osé. La gratuité pour faire changer les modes de vie, pour influencer sur les comportements, est identifiée et a fait ses preuves. Quand le sida est apparu, quand les pouvoirs publics ont décidé que l'usage du préservatif était indispensable pour lutter contre l'épidémie de sida, la gratuité du préservatif a été immédiatement acquise comme étant un des moyens de contribuer à l'usage. On n'a pas hésité : si on veut que les jeunes mettent des préservatifs, il faut qu'il soit gratuit.

On peut avoir les mêmes réflexions autour des autres comportements que l'on veut faire évoluer, et en particulier aux questions de la gratuité des transports collectifs, la gratuité d'un usage sobre et modéré, aussi bien de l'énergie que de l'eau, et la pénalisation d'un usage excessif et gaspillant. Nous avons fait des propositions dans ce sens. Dans le contre-plan de relance, nous avons évoqué l'idée que pour les biens essentiels, le premier mètre cube ou le premier kW/h soit gratuit parce que tout le monde a droit à de l'eau et à de l'énergie pour vivre. Mais que le tarif soit progressif en fonction du mésusage ou du gaspillage de la consommation. Ce n'est pas une totalité absurde. Je crois que la ville de Bruxelles fonctionne un peu comme ça. Je lance cette piste.

Deuxième piste sur laquelle nous aurons à réfléchir dans les territoires et pour laquelle nous n'aurons pas à produire des solutions aux gens, mais à leur faire partager les problématiques. Les gens ont exprimé une contradiction dans le vote des élections européennes, qui est un vote qu'il faut entendre pour ce qu'il exprime d'aspiration à un changement civilisationnel. C'est ça, le vote écologiste. Parlons-en, non pas en tant que donne de l'arithmétique électorale, mais plutôt en tant qu'indicateur de l'état de l'opinion. Comme indicateur de l'état de l'opinion, nous sommes un certain nombre à le traduire comme étant une aspiration à un changement civilisationnel, et en particulier un appel au secours à l'égard du

politique pour aider les gens à résoudre cette fameuse contradiction entre l'appétence pour les modes de vie gaspilleurs et polluants, et la conscience de la nécessité des modes de vie vertueux. Ne serait-ce que parce que la question de la projection dans le futur des enfants fait que la perception et la sensibilité sont collectives et partagées. Les gens aspirent à ce qu'on les aide à résoudre cette contradiction personnelle, qu'ils ne sont pas capables de résoudre seuls, non pas parce qu'ils sont immatures ou intellectuellement incapables, mais parce que la contradiction est grande dans les messages qui sont lancés. Elle est valable pour les comportements respectueux du développement durable, comme pour tout un tas d'autres aspirations qui pèsent sur les parents.

Je viens du secteur femme-famille, donc j'ai quelques exemples hors développement durable. Mais le développement durable, c'est la vie des hommes, des femmes et des familles, donc ce n'est pas si loin. Quand on met en tête de gondole dans tous les hypermarchés des produits pour les enfants, destinés à ce que les mêmes trépignent, fassent des colères et finissent par obtenir de leur pauvre mère qu'elle mette dans le chariot les produits sursaturés en sucre. Et qu'en sortant, on explique à cette mère que franchement, les parents pourraient avoir un peu plus d'autorité sur les enfants, qu'ils sont tous des démissionnaires et des laxistes, que les gosses, il faut les tenir !, on est là au cœur d'une contradiction qu'on n'aide pas les gens à résoudre entre la stimulation à la consommation et la valorisation d'une autorité parentale nostalgique et incompatible avec les modes de vie actuels.

En matière de développement durable et de rapport au comportement individuel dans l'environnement, nous sommes dans les mêmes contradictions. L'appel qui est fait aux politiques, c'est un appel à ce que les politiques publiques résolvent ces contradictions, pas forcément dans la contrainte ou la fiscalité, mais dans une offre alternative à d'autres modes de vie que ceux qui ont été présentés comme conduisant inéluctablement à l'épanouissement et au bonheur ; des modes de vie qui soient des modes de vie collectifs, mais aussi individuels, capables d'allier le quantitatif sur lequel les socialistes sont crédités d'avoir des idées et des projets, mais aussi le qualitatif auquel les gens aspirent ; des modes de vie qui soient capables de leur donner l'idée qu'il y a un futur possible pour eux et pour leurs enfants, futur qu'ils construisent eux-mêmes parce qu'ils sont porteurs d'un grand projet. Les Français sont un peuple républicain qui s'exalte dans un grand dessein collectif. Un autre grand dessein collecteur est à leur offrir aujourd'hui : celui de porter le changement civilisationnel. Il va falloir être très innovant.

Une autre contradiction est à discuter : celle qui existe entre la nécessité de la sobriété énergétique, d'une part, et l'aspiration à des modes de vie et d'habitat rurbain. On la rencontre partout. Il n'y a de bonheur que dans l'habitat individuel, horizontal et dispersé. Ce mode de vie n'est pas compatible avec la sobriété et les modes de vie de demain mais la démagogie pousse toujours à accompagner ces modes de vie. C'est un gros champ de débat pour les élus territoriaux, ceux qui à la fois réfléchissent sur l'urbanisme et sur le développement durable.

Jean-Louis Bianco

Je propose qu'on consacre un peu de temps à vos expériences, vos témoignages, vos pratiques locales, en rappelant deux points très cruciaux : la gratuité dans les transports collectifs, l'aspiration au rurbain par rapport à un mode de vie plus équilibré.

Jean-Louis Ubaud, *Conseiller général du Rhône, administrateur du Sytral, autorité des transports de l'agglomération lyonnaise*

La gratuité des transports en commun, à mon avis, est une fausse bonne idée. La gratuité, dans les transports en commun ou ailleurs, ça n'existe pas. Il y a toujours quelqu'un qui paie. La façon dont on devrait aborder ce sujet, c'est de savoir qui paie, quelle part on demande à l'utilisateur, quelle part on demande au contribuable – particulier, entreprise, etc. Comment on finance les transports ? Une petite plaisanterie : dans ta comparaison avec les préservatifs, il y a une grande différence avec les transports en commun, qui ont un coût de fonctionnement énorme, ce qui n'est pas le cas dans le préservatif !

Par rapport aux transports, l'élément premier dans toutes les études et les contacts qu'on peut avoir, qui fait qu'une personne peut abandonner son véhicule particulier pour prendre les transports en commun, ce n'est pas le prix, c'est le temps qu'on met pour se déplacer d'un point A à un point B. C'est le premier élément, le prix venant derrière, puis le confort, la sécurité, etc. Dans l'agglomération lyonnaise, en 2001, le Grand Lyon et le Sytral sont passés à gauche avec des socialistes à leur tête. À l'époque, le déplacement automobile dans l'agglomération lyonnaise évoluait plus vite que le nombre de passagers dans les transports en commun. Et depuis 4-5 ans, c'est l'inverse. Quel élément essentiel a pu faire basculer ? Les moyens forts, le tramway et le métro, jusqu'à cette époque, étaient uniquement concentrés dans l'hyper centre qui étaient Lyon et Villeurbanne. Depuis 2001, des lignes de tramway et de métro vont dans la banlieue et la deuxième couronne. C'est à partir de là qu'on a vu une inversion des tendances et une évolution des transports en commun plus rapide que la voiture. On continue puisque la prochaine ville desservie par le métro est celle dont je suis élu. On continue dans cette direction, cette politique. Et je pense que c'est essentiel : aller avec des moyens très modernes dans les banlieues et répondre au problème du déplacement domicile-travail de cette façon-là.

Eduardo Rihan Cypel, *élu à Torcy dans l'agglomération du Val Maubué-Marne-la-Vallée*

Je voudrais partir de la défaite de la gauche dans les années 70 dont a parlé Pierre Radanne. J'ai le sentiment – je suis Brésilien – que les mêmes choses sont en train de se reproduire avec le gouvernement de Lula. Vous avez peut-être suivi l'actualité. Il y a cette emblématique personnalité de la gauche et du parti des travailleurs, Marina Silva, qui quitte le parti des travailleurs pour aller se présenter à la présidence de la république contre le candidat de Lula (puisqu'il ne pourra pas se représenter) sous l'étiquette des Verts. Pour différentes raisons sans doute, mais l'une d'entre elles est que la question environnementale et écologique n'a pas suffisamment été prise en compte, d'après elle, par Lula et le gouvernement de gauche qu'il conduit. Est-ce que l'histoire est en train de se répéter ? Est-ce que ça va être une tragédie ou une farce, je n'en sais rien. Mais on a l'impression d'avoir la même configuration. C'est pour favoriser le développement industriel, les emplois, etc., qu'on ne va pas plus loin sur le plan environnemental au Brésil. Est-ce que les choses se répètent, et est-ce que c'est inévitable ?

Il y a aussi la question des biocarburants au Brésil. J'y suis plutôt favorable, mais cela pose la question des monocultures, qui est une grande question et pas simplement au Brésil. Monoculture, productivisme et économie locale. Y aura-t-il une défaite de la gauche au Brésil, ce qui ne serait pas une bonne chose pour l'ensemble des progressistes dans le monde ? Je ne sais pas, mais en tout état de cause, ça nous ramène à la question centrale. La question écologique, pour ce qui nous concerne,

n'est pas séparable du mode de production capitaliste. Comment pourrait-on, à l'instar de Kyoto ou du principe de précaution qui est tout à fait insuffisant, introduire quelque chose que l'on nommerait un principe écologique, par exemple, au cœur du système de production, qui favoriserait le long terme, la soutenabilité et le développement durable. C'est une question essentielle. C'est une question globale pour l'ensemble de l'humanité, mais c'est le local qui sera le niveau de mise en œuvre fondamental. Comment, pour ce qui nous concerne en France, poursuivre cette décentralisation qui est un peu menacée par ce que nous prépare le gouvernement en ce moment ? Comment peut-on faire une décentralisation qui garantisse ces politiques sur le plan local ? Et comment construire, sur le plan global, quelque chose comme un principe écologique qui serait au cœur d'un nouveau modèle de développement.

Pour répondre à tout ça, je pense que nous avons un temps de retard sur le plan politique, par rapport au temps de la pensée. C'est notre raison, notre rationalité qui est conditionnée par tout ça. Je pense à un bouquin d'Horkheimer et Adorno, *La dialectique de la raison*. Ce n'est pas le seul, qui montre bien comment la raison s'est transformée en raison technique, et comment cette technicité, le progrès technique, scientifique peut favoriser le progrès humain mais pas seulement. Ils démontrent un certain nombre de choses, auxquelles il faudrait revenir pour essayer de développer une rationalité différente.

Nous sommes élus d'une ville nouvelle, avec mon ami Michel Vermot, vice-président à l'agglomération. La question de la densité est très importante pour l'histoire récente de ces territoires. Quel type de solution peut-on mettre en œuvre sur des territoires comme ceux-là, villes nouvelles, qui connaissent beaucoup de problématiques. Ce sont des territoires construits pour la voiture.

Jean-Pierre Becquet, Maire d'Auvers-sur-Oise, responsable d'un parc naturel régional

Je crois que l'urgence climatique nous oblige, à nous, la gauche, à trouver le type de modèle de développement économique, social et environnemental. Ce ne sont pas les libéraux qui peuvent apporter la réponse à toutes les questions. Dès que la crise va se terminer, les libéraux vont chercher à repartir sur un modèle qui sera le même, corrigé des variations saisonnières. Il est de notre responsabilité historique de trouver très vite les bonnes solutions.

Trois ou quatre idées que je voulais ajouter par rapport à ce qui a été dit. Localement, partout, il se fait plein de choses, dans les villes, les départements, etc. Concernant les PNR, Jean-Louis Joseph qui préside la Fédération fait un boulot considérable. Il y a 45 PNR en France. C'est un travail où on lie l'économique, le social et l'environnemental. Il s'y fait plein de choses dont on parle très peu. On a intérêt à puiser là-dedans et à essayer, à partir de toutes ces expériences, faites aussi par les régions, les écorégions, les départements, les villes, etc., de créer un vrai type de modèle.

On a évoqué les écoquartiers. Je travaille moi-même sur un projet d'écoquartier, mais il ne faut pas que l'arbre cache la forêt. Il ne faudrait pas qu'on dise : on va faire des beaux écoquartiers et que par ailleurs, on ne se préoccupe pas du reste de la ville. Il faut que l'écoquartier serve à un peu d'expérimentation pour étendre tout de suite et améliorer les pratiques urbanistiques de nos villes. Il faut vraiment que ça serve à ça. Sinon, en plus de la ségrégation sociale, on va avoir une ségrégation environnementale. Ce serait terrible qu'on ait un écoquartier formidable et le reste de la ville qui soit lamentable.

Sur la question de l'emploi, des chiffres très contradictoires circulent. Je crois qu'il y a des emplois à créer, notamment avec les énergies renouvelables. Hier, par provocation, quelqu'un disait que ça ne créerait pas d'emplois, mais que ça ferait juste les maintenir. Je ne crois pas vraiment. Quand on regarde sur le photovoltaïque – j'en ai mis sur la ville –, j'ai acheté les panneaux en Allemagne et en Autriche. Je n'ai pas pu les trouver en France parce qu'aucun producteur n'était capable de me les fournir. Je pense qu'il y a des filières industrielles à développer dans ce domaine, mais il y a un souci de formation immédiat. On n'a pas les qualités, les ingénieurs, les techniciens, les personnels capables de faire ça. Il faut qu'on ait un plan de formation de grande urgence, à tous les niveaux : à l'université bien sûr, mais aussi dans toutes les filières technologiques.

Bruno Lescallier, *Conseiller municipal à Châtelailon-Plage, petite commune de 6 000 habitants à 15 km au sud de La Rochelle*

Nous avons aussi des problématiques environnementales, d'autant plus délicates que c'est une station balnéaire, avec 30 % de résidences secondaires. Beaucoup de personnes ne vivent pas au quotidien ici. Nous ne sommes pas les seuls sur le littoral. Les indicateurs environnementaux sont de plus en plus pris en compte par les vacanciers qui viennent. C'est une ville de droite qui travaille beaucoup sur l'image, sur la valeur immobilière de sa ville. Nous sommes confrontés à des intérêts particuliers au niveau du citoyen. Je ne parle pas des intérêts particuliers des plus riches. Je parle des intérêts particuliers des personnes qui sont simplement propriétaires. Le modèle de ces villes est un modèle d'étalement urbain. Nous avons dernièrement eu le projet de terrains municipaux vendus à des particuliers pour réaliser des terrains de 1 500 m². Nous allons à l'encontre du discours qui est de dire : on va verticaliser, on va créer des appartements ouverts, avec un accès à la nature, que les gens recherchent quand ils veulent être propriétaires. Comme il est très facile de faire plaisir aux gens en leur disant qu'on va mettre des terrains à disposition pour les plus riches, puisque c'est la population visée, dans l'opposition, on a une difficulté d'information, de prise de conscience individuelle pour le collectif. Au niveau des élus, ce que je recherche pour tenir un discours cohérent et préparer l'avenir, c'est de dire aux gens : voilà ce que le collectif, les petits immeubles, les petits ensembles peuvent donner, voilà le bénéfice apporté pour l'intérêt de tous. C'est la qualité de vie que les gens viennent chercher dans notre vie. Informer beaucoup les gens, parce qu'il y a beaucoup de préjugés.

Nous avons aussi la problématique fiscale, de la valeur des terrains. Les gens viennent investir. Nous avons tous cette logique d'investissement. Quand on achète des maisons, souvent on veut se rapprocher de la mer, on veut se rapprocher d'un lieu qui nous plaît. On va chercher à vendre la maison le plus cher possible. À titre individuel, nous avons une logique spéculative qui va nous permettre d'acheter quelque chose de mieux par la suite. Il est important que les municipalités soient un contre-pouvoir à ce genre de logique et affichent une vraie volonté politique. Cette prise de conscience n'est pas générale chez les élus, de gauche comme de droite.

Au niveau environnemental encore, dans notre commune, les critères européens sur la qualité de l'eau vont évoluer et vont être divisés par deux ou trois. En ce moment, pas mal de villes du front de mer de la façade atlantique vont devoir publier que la qualité de leur eau est insuffisante. Ça va venir rapidement, en 2015 je crois. On va se retrouver confronté à quelque chose qui dépasse la simple dimension d'une ville, qui va toucher tout un territoire et au niveau national, et des attitudes. D'un seul coup, la prise de conscience va être très rude pour les gens.

Nous gaspillons aussi énormément. Quand les gens viennent en vacances chez nous, nous sommes les villes qui gaspillons le plus. Vous sortez de la plage, vous vous rincez. Vous arrivez chez vous, vous allez vous rincer encore une fois. Vous utilisez des structures très gourmandes en énergie que ce soit les fêtes foraines, les casinos, etc. Les acteurs économiques sont à intégrer dans cette logique-là. Dans ces zones, je suis très favorable au service gratuit des transports. Évidemment, il y a un problème de coût, un problème fiscal. Mais le voyant fonctionner dans d'autres villes, à Castres par exemple, à Coulommiers : ce sont des villes qui ont instauré le transport en commun gratuit. Ça participe aussi à la facilité d'aller d'un point A à un point B : il est beaucoup plus facile de monter dans un bus qui passe, sans se demander si on a des tickets. La fréquentation ferroviaire entre Rochefort et La Rochelle s'est développée et a eu un énorme succès : non seulement on a augmenté la fréquence, donc les possibilités de déplacement, mais de l'autre côté, on a diminué considérablement le coût et le temps du transport. 8 minutes Châtelailon-La Rochelle, et si vous prenez un abonnement mensuel, c'est 1 euro par jour. Nous avons effectivement des choix budgétaires à réaliser en fonction des objectifs qu'on veut se donner.

Sylvie Houssin, *Vice-présidente du conseil général de l'Oise, urbaniste*

Je voulais réagir sur ce qui vient d'être dit, qui tient beaucoup à la consommation de l'espace. La production de la ville, par essence, est un problème central dans la façon dont on va pouvoir protéger notre planète. Nous, élus locaux, avec notre souci de restreindre la consommation de l'espace, de construire mieux, il faut arrêter de parler de densité. Il faut construire autrement, avec des formes urbaines différentes. Non pas densifier et consommer l'espace qui n'a pas besoin d'être consommé, parce que nos modes de production de l'urbain sont des modes hyper inflationnistes. Simplement revenir à ce qu'on faisait de façon beaucoup plus naturelle avant, à un habitat différent dans sa forme, qui nous permettra de consommer moins d'espace. Sauf qu'on a un vrai problème en France sur cette consommation de l'espace : notre législation n'est absolument pas adaptée à ça. Vos documents d'urbanisme – les PLU, SCOT, etc. – vous permettent difficilement encore de faire ces choix. Je prends un exemple. Quand la loi SRU est arrivée, la première chose qu'a faite la droite en arrivant au pouvoir, c'est de l'alléger dans sa partie fondamentale, qui était celle de l'extension des franges urbaines. La droite a levé ce fameux article où l'on pouvait réfléchir quand on faisait un SCOT sur comment construire à l'orée des villes. La droite a supprimé cet article : on ne va pas priver les élus locaux de faire ce qu'ils veulent sur leur territoire, et surtout, on ne va pas leur donner trop de contraintes ! C'est bien dans l'esprit. Nous avons donc une législation qui n'est pas adaptée. Autre grand blocage : quand vous voulez construire du contemporain dans vos villes, à côté de l'historique, vous ne pouvez pas parce qu'en France, la législation ne le permet pas. Allez en Autriche ou en Allemagne, vous verrez que la législation fait qu'on peut construire du contemporain à côté de l'historique. À gauche, nous avons à réaffirmer ce qu'avait fait la loi SRU et qu'a cassé la droite, à le dire, à bien réfléchir à la question de notre législation urbaine. Pour l'instant, nous avons une législation encore faible et parfois même inadaptée.

Jean-Louis Bianco

La personne du Rhône a dit un point qui nous paraît central. L'une des questions-clés pour promouvoir les transports collectifs, en dehors de la question de gratuité, c'est la question de la qualité du transport et du temps de transport. Un petit exemple : le gouvernement a fait le plan de relance en prétendant

consulter les élus locaux, ce qu'il n'a pas fait. J'avais dit aux préfets que, plutôt que des aménagements destinés à satisfaire les lubies d'un élu de droite à Manosque, on aménage correctement des aires de covoiturage aux endroits où les gens laissent leur voiture, quasiment dans les champs, avant de prendre les embranchements d'autoroute. C'est tout bête, mais ça aurait simplifié leur vie.

Sur le cas du Brésil, j'en ai assez d'entendre qu'on est ou qu'on veut être hégémonique, politiquement. On a des tas de défauts, mais celles et ceux d'entre vous qui ont assisté, dans certains territoires, au parachutage ou au fait de devoir la place à un élu qui n'était pas du cru, savent que les socialistes savent être accueillants. Si on prend le problème comme Pierre ou Laurence l'ont dit, on n'a aucun complexe à avoir. Nous ne disons pas, mais parfois les Verts disent qu'on leur a sous-traité l'environnement. Ce n'est pas vrai. C'est une coproduction, dans la mesure où on est une équipe municipale, départementale ou régionale.

Sur le point des biocarburants, on sait assez bien que le bilan des biocarburants est défavorable du point de vue environnemental pour une partie des matières premières agricoles (colza, huile et sucre). Par contre, il est probablement favorable pour les déchets ligneux. Ça pose le problème de la concurrence entre terre agricole et terre industrielle, qui se pose aussi sur le photovoltaïque. À une réunion de l'OMC à Cancun, je me suis aperçu que les gens de Lula avaient trois agricultures : une agriculture intensive, de compétition mondiale, les petites propriétés agricoles et les sans terre. Dans les négociations, c'était la première qui était défendue, pas la deuxième et encore moins la troisième.

Je crois qu'il faut qu'on se donne les moyens, sans faire une planification autoritaire, d'avoir des industries nationales. C'est vrai pour l'éolien, mais aussi pour le photovoltaïque. On est en train d'essayer de réaliser une usine de panneaux solaires suivant une technologie qui n'est pas la technologie dominante, mais une technologie maîtrisée par les Américains, First Solar. Mais on a fait 50-50 avec EDF Énergie nouvelle parce qu'on voulait pouvoir avoir les éléments d'une filière nationale.

Sur la fréquentation ferroviaire, il y a beaucoup d'exemples, notamment dans les régions plus que dans les départements, les communes ou les intercommunalités, qui montrent qu'en investissant – et ça coûte cher, surtout quand on est dans un tissu non favorable et qu'il faut refaire des lignes – et en obtenant de la Sncf des moyens d'offrir un service de qualité, alors on déplace le transport de la route vers le rail. Mais ça suppose plus de qualité, une régularité d'horaires et plus de fréquence, donc un investissement considérable.

Par rapport à la remarque de notre camarade urbaniste, je crois que nous avons en effet à réfléchir sur la législation de l'urbaniste, mais en tenant les deux bouts. Je crois qu'il est tout à fait possible de simplifier les habitants – les habitants et les élus en ont assez de devoir durer 3, - ou 5 ans avant de pouvoir faire quoi que ce soit – mais aussi de mettre des règles d'intérêt général dans l'idée d'un nouveau modèle de développement urbain, dans le genre de ce que SRU avait fait.

Pierre Radanne

Je vais commencer aussi par la question de la densité. Le problème est moins brutal et moins compliqué qu'on ne le dit. Quels sont, dans la réalité de nos villes, les territoires les plus denses ? Ce ne sont pas les ZUP. La densité d'habitants à l'hectare des ZUP est faible. Il y a des tours et des barres, et un gazon interminable entre les deux. L'optimum en termes économiques et probablement sociaux au niveau de la ville, pour Paris, c'est l'haussmannien, et sinon, c'est la maison de rue, y

compris avec un petit lopin derrière. Quand on est sur du R + 2, R + 3, avec des terrasses et un peu d'intelligence architecturale, pour donner un bon accès à la nature, on est à l'optimum. Ce n'est pas la peine d'aller chercher plus compliqué que ça. Les tours sont un symbole masculin adorable, mais derrière, vous voyez l'extraordinaire complexité de la plomberie pour alimenter ladite tour. Le cauchemar urbanistique qu'est La Défense, avec 95 000 salariés sur la surface d'une ferme de 600 hectares ! Le coût collectif de l'organisation de cette centralité est extrême. Nous n'avons pas besoin d'une densité aussi sophistiquée et en tout cas, on est au plus loin d'un optimum écologique, compte tenu de la complexité logistique d'organisation de cette hyper centralité.

Sur la question des transports, ça mérite de distinguer inévitablement trois parties. Il ne faut pas considérer que le modèle économique est le même pour tout. Quand on réfléchit à la gratuité, je ne suis pas très loin de ce qui peut se dire sur la gratuité, par exemple sur internet, avec toute une série de services pour lesquels le coût de fonctionnement est quasi nul. Il y a des effets pervers aussi, on l'a vu avec la loi Hadopi. La gratuité, c'est aussi l'annulation de certains. Il faut faire attention à ça. Mais sur la question de la santé, l'éducation, on est sur des biens communs publics. La gratuité est une question très ancienne dans l'histoire de la gauche. Il y a plein de services collectivités dont on a défini qu'ils devaient être gratuits parce qu'on considérait que c'étaient des exigences sociales de base. Sur les transports, on est sur l'opposé : des infrastructures qui coûtent extrêmement cher. Ce sont tous les grands réseaux publics. Si on demandait à chacun de payer son approvisionnement en eau potable, en assainissement, quand vous faites un lopin à l'extérieur de la ville, vous ne pourriez jamais payer la canalisation. Tout le débat des services publics, dans tous les pays du monde, y compris dans les pays libéraux, a porté sur la mutualisation de l'accès à des services publics coûteux. On a mutualisé l'accès à l'eau, à l'électricité, l'assainissement et le transport collectif. Sur ce point, les villes qui ont développé la gratuité des transports collectifs sont des villes qui ont arrêté de développer leur réseau. Elles sont très vite rattrapées par un effet pervers : chaque dépense supplémentaire, chaque service additionnel doivent être pris sur l'impôt. À un moment, la collectivité ne peut plus. Si vous êtes sur un discours service public plutôt que privatisation, c'est justement parce qu'il y a des choses qui coûtent cher, qui demandent une contribution de la puissance publique. Mais si vous allez en même temps vers la gratuité, vous allez vers une surcharge considérable des budgets publics. Et d'une manière générale, on ne peut pas être pour la lutte contre le gaspillage et mettre la gratuité, y compris sur des utilisations qui peuvent être coûteuses parce qu'abusives des services. C'est un problème de rationalité. Le débat sur les réseaux de services publics, qui sont coûteux en infrastructure, ne se pose pas de la même façon que sur un certain nombre de biens sociaux et collectifs, pour lesquels la question de la gratuité est totalement pertinente. Il faut distinguer plusieurs catégories et ne pas mettre tout dans le même paquet.

Depuis très longtemps, je suis contre la logique de la sous-traitance entre la gauche et les Verts. Je suis Vert mais je suis contre le fait que vous sous-traitez aux Verts. La sous-traitance, c'est l'alibi pour ne pas apprendre. Je souhaite que vous appreniez des choses. Il faut aussi que les Verts apprennent votre fond de sauce, sinon, on ne va jamais s'en sortir. Dans cette affaire, nous avons eu un débat intéressant avec Montebourg l'année dernière, qui était : quelle est notre matière commune ? Notre matière commune ou notre projet commun, c'est de construire une alliance des rerégulateurs. Vous aspirez à une rerégulation du côté du social. La crise financière rend aujourd'hui ouvert le débat sur une rerégulation de l'économie. Les écologistes, puisqu'ils vivent une autre mondialisation, sont les rerégulateurs du côté de l'environnement. Quel était le débat depuis trente ans ? Les gens du social voulaient de la régulation. Les gens de l'environnement disaient aussi qu'ils voulaient de la régulation,

mais ils n'arrivaient pas à parler ensemble. Les gens de l'économie ne voulaient pas de régulation parce que c'est le dynamisme de l'ouverture du marché qui fait la croissance, le moteur de l'économie. Tant qu'on a de la croissance, profitons-en ! Qu'est-ce que nous pose aujourd'hui la crise financière ? Pour la première fois de notre histoire, un alignement des planètes. Les écologistes demandent de la régulation. Les gens du social demandent plus encore qu'auparavant de la régulation, et elle est urgente. Ce qui n'est pas dit dans le débat sur la crise en ce moment, c'est qu'il faut à tout prix mettre une bonde sociale dans ce qui est en train de se passer de déstructuration de l'économie du pays. Quel est le coût de la déstructuration du lien social pour la société française aujourd'hui ? Les gens de l'économie viennent de subir un revers et disent : on est peut-être d'accord pour de la régulation. C'est une opportunité historique : est-on capable de concevoir une rerégulation sur les trois pas en même temps ? On a un travail intellectuel à faire, qu'on n'a pas engagé. Si notre projet dans le futur doit avoir une visibilité, c'est dans la cohérence de cette triple régulation.

Laurence Rossignol

Le débat sur la gratuité va peser sur la gauche, comme complément au débat sur la régulation, également comme complément au débat sur la redistribution, et comme alternative au consumérisme et à des sociétés fondées sur la consommation individuelle. Pierre a raison. Je suis dans une ville où il y a la gratuité des transports en commun. L'extension du réseau a été une bataille. Par ailleurs, on ne peut pas à la fois viser ce qu'on vise en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et ne pas en traduire les conséquences sur la mobilité. Je pense que l'accès à la mobilité est une condition de l'égalité et de l'émancipation dans les territoires. Il y a un sujet mobilité comme il y a eu un sujet éducation. Les infrastructures sont chères, certes, mais l'infrastructure, le coût collectif de l'Éducation nationale est chère aussi. Mais on n'a pas été habitué à penser à ça. Tu évoques la question du gaspillage. Pourrait-il y avoir gaspillage de la gratuité ? On a eu les mêmes débats sur la santé il y a 25 ou 30 ans. Est-ce que le ticket modérateur était destiné à responsabiliser l'assuré social et le consommateur de santé ? Ou est-ce que la gratuité pousse à gaspiller ? On s'est aperçu que ce n'était pas sous cette forme-là que ça se posait. Pour toutes les grandes politiques publiques de prévention, on est passé à la gratuité. Aujourd'hui, on a la gratuité du dépistage du cancer du sein, la gratuité de tout un tas de dépistages. On a un alliage à faire.

Nous socialistes, notre richesse, c'est notre réseau d'élus locaux, et c'est aussi notre faiblesse parce qu'on a un parti qui pour toute problématique nouvelle la traduit immédiatement en termes concrets. Demain matin, comment je fais mon budget, avec une idée pareille ? Et on est payés pour être méfiants, vu ce qu'on a subi ces dernières années sur le sujet. C'est notre faiblesse parce que ça nous brime dans notre capacité de réflexion et d'innovation. La gratuité, le forfaitaire, etc., je sais que ça pose un problème aujourd'hui et pour demain. Tant qu'il coûtera moins cher pour une famille de se déplacer en voiture qu'en transport collectif, nous avons un problème. Comment le résoud-on ? À un moment donné, il faut que le coût des transports collectifs soit, pour les individus et les familles, concurrentiel au coût de la voiture. Et ça ne peut pas uniquement passer par la taxe carbone. Il faut que ça passe par une attractivité du coût du collectif.

Christian Michaud, Maire de Naintré (pays châtelleraudais)

Chacun sait ce qui s'est passé sur le pays châtelleraudais avec New Fabrice et les équipementiers automobiles. Notre interrogation sur le pays châtelleraudais, c'est comme donner des emplois à toutes

ces personnes qui se trouvent en galère. À très court terme, il n'y a pas de problème, ils ont touché des primes. Mais dans un an ou deux, nous serons en très grande difficulté. Mon souci d'élu, qui je pense est partagé par l'ensemble de la population, est de savoir comment on va s'en sortir, mais pas en essayant non pas de faire de l'attractivité du territoire, qui voudrait dire mise en concurrence du territoire. Nos territoires au plan national, sont globalement attractifs, même si la perfection est toujours à rechercher. Le terme d'attractivité du territoire me gêne un peu (même si je suis vice-président à la communauté d'agglomération chargé de l'attractivité du territoire). Mon souci est plutôt de savoir comment on va pouvoir lier la totalité des éléments qui constituent notre environnement. Peut-être faut-il mettre autour de la table les collectivités locales, les entrepreneurs, les investisseurs, les financiers, etc., pour essayer de monter des sociétés d'économie mixte, éventuellement, pour faire des investissements dans le sens du développement durable. Pourquoi ne pas faire des sociétés en capacité de faire des cellules photovoltaïques, des éoliennes – qui sont en grande partie importées, faire des voitures électriques – ça a été évoqué par la société Heuliez dans les Deux-Sèvres. Il faut avoir tous les débats qui tournent autour du collectif, mais concernant celui de l'emploi, auquel nous sommes confrontés, élus qui sommes en galère comme dans le pays châtelleraudais, il faut être immédiatement imaginatif et inventif pour faire en sorte que non seulement les gens qui vivent sur ces territoires y restent, mais qu'en plus, ils retrouvent toute leur dignité.

Monique Pétard, *Vice-présidente du Conseil général de l'Hérault, chargée de l'environnement et du développement durable*

Laurence parlait de défaite de la pensée socialiste. Je ne m'inscris pas là-dedans, mais par contre, je pense qu'on doit travailler sur le conformisme de la pensée socialiste. Un de nos grands éléments de conformisme, c'est cet ancrage dans le productivisme qui a marché des générations. Aujourd'hui encore, dans nos collectivités, quand on parle d'écologie, d'environnement, il y a encore des charmants camarades pour ricaner en disant : on va revenir à la bougie ! C'est un manque de confiance en nous. Nous avons été capables, dans d'autres générations, après la deuxième guerre mondiale, et bien avant, par exemple, dans les grandes villes, de mettre l'eau et le gaz à tous les étages des immeubles. Imaginez ça aujourd'hui ! C'était une démarche exceptionnelle. Imaginez le confort de tous, y compris des plus démunis dans des quartiers insalubres. On est devant le même genre de défi avec les énergies renouvelables. On est capable de le faire. Il faut être fier de ce qu'on a su faire dans notre passé, à propos du récit de vie, pour se dire qu'on est devant le même genre de défi. Arrêter de se faire peur avec notre ombre. Ça va nous demander de l'intelligence collective et surtout de changer de logiciel.

J'ai mis en place en équipe au Conseil général un Agenda 21 en 2003. Dans un premier temps, on a épluché nos politiques publiques. Il s'agissait, avec le recul, d'améliorer ou d'aménager ce qu'on savait faire, en regardant si on était bien sur les trois piliers du développement durable. Aujourd'hui, je suis dans la deuxième génération d'actions de l'Agenda 21 et je me rends compte de l'évolution des mentalités de tout le monde. On est maintenant dans une vision stratégique. Je vous donne quelques exemples. Le bilan carbone que nous avons fait en 2008 fait apparaître que nos 5 600 salariés font 25 millions de kilomètres domicile-travail par an. Bonjour le CO2 et le facteur IV ! Comment faire ? On avait déjà fait un plan de déplacements employés avec des tickets de tramway gratuits, des vélos électriques entre les sites, des navettes pour les réunions groupées, etc. À présent, on se dit : ça intéressera sans doute des employés de travailler en télétravail sur une partie de leur temps de travail.

Nous sommes en train de travailler avec le DRH, le DGS, les syndicats, sur la mise en place du télétravail, d'autant qu'on s'est rendu compte en creusant la question qu'on a deux types de personnel : du personnel parfaitement sédentaire et du personnel nomade comme les gens des Satese qui visitent les communes, les travailleurs sociaux, etc., qui ont chacun un bureau et une voiture de fonction. Nous menons donc une réflexion sur un télétravail qui ne coupe pas les gens de leur groupe d'appartenance, de la réflexion collective et du travail collectif, et sur la notion de bureau que l'on imagine pouvoir modifier en poste de travail. Si on a quatre personnes qui travaillent deux jours chez elles, elles peuvent avoir une rotation sur leur poste de travail, au lieu d'avoir chacune leur bureau. Du coup, on fait à la fois une économie de bâtiment et une économie de transport. Voilà comment on pourrait changer de logiciel.

Sur les achats publics, nous avons 400 acheteurs sur l'ensemble de la boutique et il a fallu se doter d'une culture commune pour se dire : dans nos achats publics, nous allons introduire des clauses sociales et des clauses environnementales. Ce n'est pas facile, ça se discute pied à pied. Les gens ont des habitudes, ils sont sûrs de leur méthodologie, les financiers et les juristes lèvent les bras au ciel en disant : président, vous allez dans le mur, la concurrence... C'est réductible. Le droit est une chose évolutive. Il y a des jurisprudences en matière d'achat public. Il nous faut les connaître. Ça nécessite beaucoup d'intelligence collective, pas de paresse.

L'urbanisme me paraît central, parce que de la manière dont on construit dépendent les modes de vie, les modes de déplacement et le vivre ensemble. Je suis en train de mener une réflexion sur l'urbanisme avec des urbanistes et les cadres du Conseil général, ainsi qu'avec les maires qui se sont lancés dans l'Agenda 21, que l'on a organisés en réseau des Agenda 21 34 : Habiter sans s'étaler. On travaille avec PCAUE, sur des filières à monter, comme la filière chanvre. Ça nous oblige à réfléchir de façon systémique. Travailler d'un côté avec les artisans de la Capeb. Travailler d'un autre côté avec les agriculteurs, les viticulteurs qui sont dans la déprise agricole, pour qui ça peut être un produit de substitution. Et monter une filière, qui soit un circuit court, qui réponde à une problématique d'écoconstruction.

Quant aux transports, je pense qu'on pourrait réfléchir en termes de déplacements. C'est le rapport au temps et à la liberté des gens, il faudra y revenir.

Madeleine Lemaire, Conseillère municipale à Mantes-la-Ville

Mantes-la-Ville, c'est la grande banlieue de l'ouest parisien. C'est juste à côté de la plus grande ZUP de France, le Val Fourré. Nous avons 40 % de logements sociaux. Il y a des réhabilitations de quartiers, un nouveau quartier va se faire. Il y a un quartier extrêmement pauvre, à tel point que quand le bailleur a fini la construction de ses bâtiments, il n'a pas fait le ravalement, il n'a pas fini. Ça a été racheté par un autre bailleur. Ça a un coût financier, un coût social et un coût écologique aussi. Les énergies se perdent par les fenêtres, les portes, etc. Tout le travail que nous faisons par rapport au développement durable se résume à ce que des bailleurs finissent et rénovent la construction en termes d'isolation. C'est un coût pour eux. J'entends parler de beaucoup de choses, mais ce n'est pas ma réalité d'élue sur ma commune. Ma réalité est à ce niveau-là : 40 % de logements sociaux. Comment on aide les bailleurs ? On est une ville privilégiée parce qu'on va avoir un nouveau quartier, Mantes Université. On a eu PMI1, PMI2, des aides de l'État. Sur ce nouveau quartier, on travaille sur du développement durable. Mais notre quotidien, ce sont ces habitations-là. On a un bailleur qui est

prêt à faire du développement durable, sauf qu'il nous dit : je rénove en développement durable, ça va peut-être faire baisser la facture de charge de 5 % pour les locataires. Mais le coût, c'est 10 à 15 % de plus. Comment il fait ? Il veut bien faire des toitures végétalisées. Il vient de rénover deux immeubles, il y pensait. Les élus lui ont demandé. Il y a des Verts dans l'équipe, majorité PS. On lui a demandé, en collaboration, il n'y a pas de sous-traitance entre nous. Mais quand il nous a présenté la facture en disant : ça veut dire que les charges baissent de 5 %, mais les loyers, pour rentabiliser, je les augmente de 15 %, qu'est-ce que je fais ? Pour moi, élue dans une ville, c'est un vrai problème. Les bailleurs sont conscients qu'économiquement, il y aurait des avantages pour eux. Mais à court terme, ils ne peuvent pas.

Monique Rabin, Maire de Saint-Philbert de Grand Lieu, à 25 km de Nantes, Conseillère régionale des Pays de la Loire

Le titre de ce débat et tout ce qui a été dit autour de la question de la solidarité et de l'aspect social des choses m'intéresse bien. La personne qui vient de parler a bien exprimé l'exemple concret de ce sur quoi on doit travailler.

Je retiens l'idée de la rerégulation, et je trouve enthousiasmant de construire ça avec d'autres forces de gauche. Pour moi, c'est une question centrale. Au plus haut niveau : quel projet on peut avoir, tous ensemble, à gauche, sur cette rerégulation par la loi. Je crois qu'il faut qu'on impose beaucoup de choses. On doit aussi se poser la question financière : quelles solidarités on trouve ? Je suis dans une région relativement riche. On peut se permettre de construire des lycées écologiques à 35 millions d'euros et on va avoir de magnifiques lycées. On a aussi une orientation forte, par exemple, dans nos contrats avec les territoires, s'il n'y a pas de clause environnementale et sociale, le projet ne passe pas. Par exemple, dans ma commune, j'ai besoin parce que l'État part de construire une maison pour les permanences de l'État – trésorerie, CPAM... Il y a 12 services. Je n'ai pas les moyens de le construire. Je demande à la région. Comme je suis obligée de louer et que le loueur ne peut pas me faire un bâtiment HQE, la région ne va pas me financer. Je trouve normal de mon point de vue région, mais en tant que maire, comme je n'ai pas d'argent, c'est dur. Quand la région a les moyens, elle peut imposer, réguler et c'est une bonne chose. Mais quand on est pauvre, qu'est-ce qu'on fait ? Je suis en milieu rural, l'habitat, je le prends comme il est. 50 % des gens habitent ce qu'on appelle des villages, des hameaux. On ne peut pas les déplacer. Tous les projets de développement urbain sont sur le centre bourg, mais 4 000 personnes habitent dans 117 villages dans mon coin. Forcément la question de la mobilité se pose. Je ne peux pas aller les chercher avec des bus, on n'a pas d'argent. On est bloqué. C'est pour ça que je trouve ça enthousiasmant de se dire : travaillons sur une rerégulation qui intègre une plus grande solidarité financière. Des collectivités ont de l'argent, d'autres n'en ont pas. Posons-nous la question des finances et de l'intercommunalité pour qu'il y ait une chance égale de pouvoir prendre en compte l'aspect social et environnemental dans nos collectivités. J'ai inventé un truc tout simple cette année. On a proposé aux gens d'aller à la mer (j'habite à 40 km de la mer) en bus. Les bus étaient pleins. Ils m'ont dit : c'est comme autrefois, quand on n'avait pas de voiture, et je suis dans le car parce que je crève de solitude. On est bien sur les trois piliers du développement durable : je suis dans le car parce que j'ai peur avec ma voiture et que je n'ai pas beaucoup d'argent pour mettre de l'essence. On a des tas de choses à inventer mais il faut un minimum de moyens pour le faire. Ce n'est pas le volontarisme qui nous manque.

Un autre exemple de problème de volontarisme. Je veux reconstruire la ville sur elle-même dans le

centre bourg. Je ne trouve pas un bailleur social qui soit d'accord pour m'accompagner sur des microprojets. Ils trouvent qu'il n'y a pas la rentabilité : pour faire 7-8 logements en plein cœur de bourg, c'est non. Il n'y a pas que la volonté qui manque.

Michèle Muratore, *Conseillère municipale d'Antibes, minoritaire*

Par rapport à l'intervention de Laurence Rossignol, je trouve qu'on est effectivement trop frileux. Si on ne tient pas ce discours qu'il n'y a pas de développement durable possible dans une économie telle qu'elle fonctionne actuellement, on n'a aucune crédibilité. Si on fait l'analyse du résultat politique, c'est bien ce manque de clarté et de débat avec les citoyens qui nous handicape politiquement. Il faut arrêter de tenir le discours sur la croissance. On parle maintenant de croissance soutenable. Il faut se poser la question des activités qui sont soutenables économiquement, socialement et qui nous permettent d'avancer. Et on en vient au débat sur l'emploi. La question n'est pas de savoir ce qu'on préserve ou ce qu'on crée comme emplois mais quelle sera la nature des emplois nécessaires pour demain, puisqu'on change de modes de production, entre autres. Et quels sont les qualifications et l'investissement-formation qu'on est prêt à mettre pour suivre. La croissance est le problème qui va se développer en continue si on est capable de mettre en place tout ça.

Sur la gratuité, j'ai longtemps été très partagée, en me disant : on est socialistes et on a une mutualisation. Le problème de la gratuité doit être pris dans le sens de : est-ce que la gratuité amène à changer les modes de fonctionnement et les mentalités ? À ce moment-là, on ne se pose plus la question de qui paie, parce que c'est un gain pour l'ensemble de la société. Je pense à l'exemple d'Aubagne qui a la gratuité des transports, mais également quelque chose que je trouve assez intéressant : ils prêtent un vélo pendant six mois. Durant ces six mois, les gens changent leur mode de déplacement. Et ils investissent dans le vélo, et ils continuent à se déplacer en vélo. Ce n'est pas simplement la location d'un Vélib' pendant une heure de temps en temps pour se donner bonne conscience. C'est tout ce travail qui est à faire, et ça renvoie à l'implication des citoyens sur tout ce qu'on veut faire.

Sur les logements, maintenant, tout le monde fait du HQE, c'est à la mode. N'oublions pas qu'il y a la loi SRU avec des pénalités. Je suis dans une ville où on paie des pénalités. Le système est pervers : L'État retient, il reverse et il reprend ! Et ça tombe dans le pot commun où ils en font ce qu'ils veulent. Nos députés pourraient pousser une loi qui irait dans le sens de dire : vous n'avez pas les 20 %, vous avez des pénalités qui seront ciblées sur des rénovations de bâtiments.

Jean-Louis Bianco

Le premier point soulevé par l'agglomération de Châtelleraut sur l'attractivité rejoint ce que Pierre a dit : la logique du capitalisme aujourd'hui, c'est la mise en compétition de tous les travailleurs avec tous les travailleurs, et de tous les territoires avec tous les territoires. L'Allemagne a fait un gros travail, commencé sous Kohl et continué sous Schröder, avec les conséquences politiques qu'on a vues, sur l'attractivité du site Allemagne. Ce que nous devons dire, ce sont les atouts de nos territoires et comment on peut les valoriser, pour construire quelque chose de nouveau et réagir à une transition.

Sur l'Agenda 21, j'ajoute un exemple de mon Conseil général et de mon département qui va dans le même sens. J'ai été stupéfait de voir, quand on a lancé l'Agenda 21, en retard sur vous et d'autres, que

les personnels s'en sont saisi et ont formé des groupes de travail volontaires, spontanés, notamment sur la question des déplacements, qui n'est pas simple à résoudre en milieu rural. Et on est passé d'un Agenda 21 assez défensif à un Agenda 21 plus stratégique, et surtout, à un Agenda 21 du département et pas du Conseil général. On a demandé aux associations, aux syndicats, aux entreprises, aux communes qui le voulaient de s'associer pour qu'ensemble, on réfléchisse. On a même lancé un appel à projets pour pouvoir soutenir ceux qui nous paraissaient les plus innovants, ce qui ne se faisait pas spontanément et facilement. Ça rejoint les questions posées ensuite : tout ça, c'est bien joli, mais avec quels moyens pour les municipalités et les locataires. C'était mon idée quand j'ai parlé des politiques gouvernementales à la fin de mon intervention. Les incitations ou les déductions fiscales, de l'État en tout cas, ne sont pas suffisantes, elles ne s'adressent pas au problème du logement social, des locataires ou des communes, qui ont de grosses charges, communes urbaines ou certaines communes rurales. Je pense qu'on devra travailler, même si ça n'est pas de compétence régionale, pour le programme des régionales sur ce qu'on propose comme mesure à portée nationale, de façon à prendre en compte cette solidarité à l'égard des habitants, locataires, des bailleurs sociaux et des municipalités. Ça rejoint la question de la péréquation sur laquelle le parti socialiste (et pas seulement le PS) a dit depuis pas mal de temps des choses assez fortes, qu'il faut rappeler. Y compris dans le cadre du projet socialiste, avant la Présidentielle, il a été dit et redit, y compris par des maires (Bertrand Delanoë), des présidents de départements et de régions relativement aisés, qu'ils avaient un devoir de solidarité, indépendamment de la solidarité de l'État à l'égard des territoires les plus pauvres. Sinon, tout notre discours sur le développement durable ou soutenable ne marchera pas où nous avons des territoires très pauvres ou en difficulté.

À propos de ce que Michèle rappelait pour Aubagne, la FNESR a essayé de le faire à plusieurs reprises. Le Forum des territoires, que je copréside avec Marylise Lebranchu, a pour ambition de le faire. Il faut qu'on trouve un système sur les échanges de bonnes pratiques. Mon impression est que vous arrivez à savoir, quand vous vous remuez dans votre commune, dans votre département, dans votre région : il y a le bouche à oreille, le téléphone, internet. Par contre, on ne sait pas le faire savoir, nous la gauche et les socialistes, à l'ensemble des citoyens. Ce qui nous aidera, c'est qu'à partir de là, on sera mieux fondé à élaborer un projet national.

J'ai bien noté, Michèle, ta suggestion, qu'on va discuter au sein de mon groupe, sur l'utilisation des pénalités SRU à des fins de rénovation sur des zones qui en ont besoin.

Pierre Radanne

À 4D, je gère pour le ministère de l'Environnement l'Observatoire de suivi des Agenda 21. Nous en avons 350 qu'on épluche, qu'on suit. (Sur le site 4D, dossier débat sur le développement durable)

La première phase est une phase d'apprentissage. La deuxième phase est une phase de contamination culturelle. Par rapport aux autres questions ici débattues, le point le plus faible dans les Agendas 21, ce n'est pas la partie environnementale, ni la partie sociale, c'est la partie économique.

Quelle est la pratique depuis les années 70 d'une grande majorité de collectivités locales ? Elles se sont focalisées sur trois sujets. Tout d'abord, sur l'offre d'équipement public et on est parfois allé dans le luxe – salles polyvalentes, etc. Deuxième sujet : les infrastructures drainantes (routes, etc.), avec les régions aussi, avec un point pervers : la route, c'est comme la langue d'Ésope, le meilleur et le pire. Et

souvent, ça a vidé plus que ça n'a fait venir, au profit de la ville centre, bien sûr. Le troisième point, c'est la partie sociale.

La question qui nous est posée, notamment avec la crise financière, qui est très grave, est celle des projets de développement pour les territoires ? Si on reste dans une position passive là-dessus, ça va être l'effeuillage de la marguerite, avec ce que vous voyez au niveau des sites industriels. La crise est secondairement le ralentissement de la croissance. Elle est avant tout l'accélération des délocalisations. Je vais faire vis-à-vis de la culture de gauche un exercice à contre-emploi : il faut que la gauche, au plan territorial, reprenne l'initiative sur des projets de développement des territoires. Quand on est dans les affaires d'Agenda 21 ou de plans climat territoriaux, on n'en est pas très loin. Mais il faut le reprendre probablement dans une logique plus industrielle, plus création d'activité, tertiaire et autre. Ce à quoi j'aspire, c'est qu'il y ait dans les territoires, par bassin de vie, des groupes d'élaboration. Quelles sont les ressources de nos territoires ? Quelles sont les valorisations qui n'en sont pas faites ? Sur le recyclable, sur le renouvelable, quelles sont les choses qui sur le territoire peuvent faire de la bonne économie, en exercice de réflexion partagée avec les entreprises du coin, avec les syndicats, avec le secteur bancaire du coin, avec les différents niveaux de collectivité, pour fabriquer du projet ? Regardez, de ce point de vue, à quel point la droite a eu une bonne idée qui est assez au cœur du sujet : la question des pôles de compétitivité. Ça a pris un tour sophistiqué et un peu mal foutu parfois. Mais le principe était le bon. Sur le territoire, on regarde les boîtes, les savoir-faire universitaires, les besoins, et on refait le tissage.

Jean-Louis a fait tout à l'heure une référence à l'Allemagne. Il faut être assez clair entre nous sur le cas allemand. L'Allemagne n'a jamais ronchonné contre le droit de la concurrence et a passé son temps à tricher sur le droit de la concurrence. Les Français ont passé leur temps à ronchonner et n'ont jamais triché. Les Allemands savent très bien que les entreprises du monde entier sont en concurrence. Que font les universités allemandes ? Elles viennent toquer à la porte des entreprises en disant : on est une université, on est sur votre secteur, combien voulez-vous de stagiaires ? Combien de thèses ? Ils proposent un service d'accompagnement territorial en termes d'aide aux entreprises de services à haute valeur ajoutée, de services de recherche, etc. Ils font un travail de musculation de PME qui fait que cette année, pour la première fois, la Chine a débattu l'Allemagne comme étant le pays le plus exportateur au monde. Dans une Europe qui passe son temps à se morfondre, on avait le pays le plus exportateur du monde qui n'était pas le plus peuplé de tous ! C'est l'excellence allemande. En France, nous n'avons pas fait cet accompagnement. C'est pour ça que je vous parlais d'une stratégie d'ancrage économique des territoires. Il faut reprendre territorialement l'ensemble de cette réflexion, regarder métier par métier, ressource par ressource, comment on peut reprendre ce tissage-là. Cette question n'est pas très loin de ce que vous disiez tout à l'heure sur le logement social et sur l'habitat. Là aussi, on a une logique, par rapport aux logements sociaux, aux secteurs en difficulté, de sous-utilisation des services publics et de la capacité d'apport et de soutien. Je veux bien qu'il y ait dans la région parisienne de gros problèmes sociaux, mais est-ce que ces villes proposent ces zones sociales difficiles comme terrains d'expérimentation pour les écoles d'urbanisme, les écoles d'architecture, en demandant à des jeunes de venir gratuitement à l'élaboration de projets. Par rapport à ces endroits, on a un problème financier, mais pas uniquement, on a un problème de mobilisation de l'ensemble des ressources. Ça ne résoudra pas la totalité du problème, mais c'est quand même dans la mobilisation d'un territoire sur des projets, sur des choses qu'on juge essentielles que vient se greffer la finance. Quand vous avez un projet fortement porté par un

territoire, dans lequel vous avez l'université, des entreprises, plusieurs niveaux de collectivités qui coopèrent, et que vous faites venir un banquier, la Caisse des dépôts ou une autre, il voit bien qu'il y a un bon projet derrière. Quand il y a beaucoup de gens autour du berceau, ça aide à donner des moyens financiers pour des projets. Je ne résoud pas le problème en disant ça, mais par rapport à la question posée du projet par rapport aux prochaines élections, avoir une approche ascendante du développement, à partir des territoires, en convoquant l'ensemble des acteurs de la société, me semble quand même un projet politique qui va dans le sens de ce que vous espérez.

Michèle Muratore

J'aurais aimé qu'on revienne sur la taxe carbone. Si la taxe carbone sert à remplacer la taxe professionnelle, si elle est remboursée et si elle n'est pas ciblée sur des travaux d'économie d'énergie dans les bâtiments ou d'autres modes de déplacement, vis-à-vis de nos concitoyens, on sera mal ! L'autre point, c'est Copenhague : est-ce qu'au PS, on va avoir une action ? Ce sont des enjeux très forts. Va-t-on se satisfaire, comme on le fait trop souvent, d'un accord a minima, ou va-t-on avoir des propositions fortes à porter au niveau de l'Europe ? Va-t-on se contenter des 3 x 20 qui sont a minima et qui ne sont pas crédibles sur la situation actuelle ?

Laurence Rossignol

Sur la question du logement, je vais parler du point de vue des collectivités locales, conseils généraux, conseils régionaux. La difficulté à laquelle on s'est confronté ces dernières années, c'est le désengagement profond de l'État sur la question du logement. Dans nos collectivités locales, nous nous sommes demandés quoi faire par rapport à ça : on y va ou pas, comment, etc. Au début (en 2004 à peu près), on a eu tendance à aller sur des projets divers et variés, sans faire trop le tri, sans prioriser notre intervention et nos objectifs d'intervention. Or, on a en France un mouvement HLM qui, contrairement à ce qu'on pense, construit bien. Par rapport à la promotion privée, le mouvement HLM en général est porteur d'innovations dans la construction (J.-L. Bianco : Y compris parfois pour des micro-opérations en milieu urbain). Il faut aider ça, il faut porter ça et aller dans ce sens-là. Ça veut dire qu'on réfléchit sur tout ce qu'on va produire en matière de logement sur son département. Et que nous, collectivités locales, on mette les priorités sur lesquelles on veut intervenir en avant, qu'on bonifie : on apporte plus là où il y a du développement durable, de la mixité sociale, de la réflexion urbaine, parce qu'il y a aussi la question de l'espace public et du rapport du quartier à la ville. Dans ce cas-là, au Conseil général de Picardie et au Conseil général de l'Oise, nous avons fait le choix politique de prioriser, de ne pas tout financier, et d'aller là où on veut aller en matière de production de logements. Du point de vue de la gauche, s'il faut innover territorialement, il faut qu'on se donne les outils et les moyens financiers pour le faire. Avant, on finançait des opérations PLS. Le PLS, ce n'est plus du logement social. Dans la banlieue parisienne, ça en est, mais chez nous, ça n'en est plus, on a arrêté de financer les opérations PLS ou on ne les finance que quand elles sont mixtes en matière de financement du logement.

Robert Nogues, Conseiller général de Côtes d'Armor

Je voudrais parler de la qualité de l'eau. Le département des Côtes d'Armor est conservé au premier chef par ce problème – les marées vertes ont intéressé le Premier ministre récemment. Jean-Yves Le

Drian a parlé de réorientation de nos productions et de droit à l'expérimentation pour les conseils régionaux. Je crois qu'il y a une carte à jouer vis-à-vis de certaines productions. Je crois qu'il ne faut pas se battre contre les agriculteurs. Il faut se battre avec eux pour leur faire comprendre que ce sont eux qui commandent les lobbies. Est-ce que le Conseil régional ne pourrait pas participer à cette reconquête des élevages ? Je vous donne un exemple personnel. J'étais agriculteur, maire d'une petite commune. J'ai fait de la production porcine jusqu'à 1986 et lorsque j'ai voulu agrandir mon élevage, on m'a dit qu'il fallait faire du lisier, qu'on ne pouvait pas s'en sortir autrement. J'ai hésité et j'ai abandonné la production porcine, parce que je voulais faire de l'élevage sur litière. Si nous avions fait ça en Bretagne, je suis certain que nous n'en serions pas là. Les déjections solides ne sont pas les déjections liquides, ça n'a rien à voir et en matière d'agriculture et d'agronomie, les choses seraient différentes. Il faut essayer de reconquérir l'agronomie dans les terres. Sinon, il n'y a plus de pouvoir absorbant des sols et on peut avoir toutes les actions possibles, il n'y aura pas de résultat. Il faudrait que les conseils régionaux puissent être offensifs là-dessus en disant : on ne fait rien contre les agriculteurs, mais on les aide à reconquérir l'agronomie.

Joëlle Séchaud, *Conseillère municipale de la ville d'Oullins dans le Rhône, près de Lyon*

Je voudrais revenir sur une expression qui m'a beaucoup plu, quand il était question d'une crise du récit de vie. Tu disais que les parents ne pouvaient plus raconter le futur à leurs enfants. Je voudrais m'associer aux personnes qui ont du mal à lier développement durable et l'aspect social. Beaucoup de familles ont déjà beaucoup de mal à raconter la vie au présent à leurs enfants, avant de la raconter au futur. Je me demande comment le développement durable peut être envisagé par ces personnes, qui n'ont déjà pas les moyens de subvenir aux besoins de leur famille. Comment les éduquer à aller vers des modes de consommation différents, qui existent déjà bien sûr, mais qui sont le triple au niveau du coût ? Se pose la question de la société telle qu'elle évolue, puisqu'on va vers une société de la précarisation. Toutes les mesures prises au niveau de l'emploi, par exemple, en direction de ces populations défavorisées sont des mesures où les personnes ne peuvent pas se projeter dans l'avenir. Elles en sont réduites à regarder la vie au jour le jour.

Je suis enseignante et au niveau de l'Éducation nationale, on nous parle de la société de la connaissance. Je suis dans la région Rhône-Alpes qui fait énormément pour tout ce qui est projet d'innovation, pour stimuler cet aspect de la connaissance – tant Jean-Jack Queyranne que Gérard Colon. Néanmoins, dans l'Éducation nationale, nous voyons les filières se fermer les unes après les autres, les postes sont réduits. Il n'en va pas tellement de la réduction des postes d'enseignants, mais il en va de la réduction des offres de scolarités. Un certain nombre de jeunes, dans les années à venir, vont se retrouver dans la rue et pas dans les écoles. Je voudrais savoir comment on peut travailler dans le sens du développement durable en ayant une société de la précarisation au niveau du travail et une société où la formation est de plus en plus réduite. Pour moi, développement durable, c'est une richesse. Et une bonne partie de la population ne partage pas cette richesse.

Joseph Dion, *Conseiller municipal à Issy-les-Moulineaux, dans l'opposition*

Sur les Régionales et sur la problématique de la densité sur laquelle au niveau Île-de-France, il y a une réflexion bien avancée avec le SDRIF, il faut qu'on fasse très attention dans notre discours sur ces problématiques. Les Franciliens dans leur commune ont le sentiment parfois d'être déjà dans une zone

dense. Mais quand on regarde le SDRIF, on perçoit que c'est une zone à densifier encore. Au niveau du langage, il faudra positiver les choses en parlant du logement, de l'urbain. Il ne faut pas que la région se coupe de ces problématiques-là. La région doit trouver une manière de dire : il y a la bonne ville et la ville qu'on ne veut plus. Je relis ça à la question des tours, la distance domicile-travail – à Issy-les-moulineaux, on est en train d'ériger de nombreuses tours plutôt de bureau, et les domiciles sont ailleurs. Il faut vraiment voir comment on peut rapprocher le domicile du travail. Ça devient urgent, d'autant que la droite dans le sud des Hauts-de-Seine est en train de reproduire, à une échelle un peu différente, ce qui se passe à La Défense, avec la fusion des intercommunalités entre Issy-les-Moulineaux et Boulogne-Billancourt. Il faut qu'on ait un discours fort.

D'autre part, sur la question des transports en commun, on a un discours très volontariste et des investissements très importants en Île-de-France. Malgré tout, on observe une saturation des transports en commun. Si notre discours ne remet pas cette question des déplacements en avant par rapport à la question du développement des transports, on ne sera pas crédibles. Les gens nous diront : ce que vous dites ne nous intéresse pas, on prend déjà les transports en commun mais on a la distance.

Par ailleurs, je voulais savoir dans quelle mesure vous pensiez que le nucléaire était un frein au développement des énergies renouvelables.

Pierre Radanne

Il y a un sujet important sur lequel la gauche doit réfléchir, la question classique d'Adam Smith sur : quelle est la source de la prospérité des nations ? L'histoire depuis a tranché. La source de prospérité des nations, ce ne sont pas les ressources, c'est la cohésion sociale, c'est la culture collective. Regardez un pays qui en est l'illustration : le Japon. Ces gens n'ont rien, ils n'ont même pas une bonne agriculture et ils sont devenus une des grandes puissances du monde parce qu'ils ont eu une volonté de projet, une culture collective. C'est la source de prospérité des nations. Dans la question du développement durable, on est très proche de cette question, avec un travail qui n'a pas été fait dans le concept de développement durable. Dans l'histoire des idées, qu'elles soient de droite ou de gauche, elles doivent à la fois porter un projet politique et une promesse à la personne. Le libéralisme ou le capitalisme, c'était le développement de l'économie et l'enrichissement des personnes. La version de gauche, au-delà du fait d'assumer l'industrialisation, avec quelques dérives de ce côté-là, mais ça a été de promettre aux gens l'émancipation des travailleurs. Il y avait un projet sur la personne. Le développement durable est un projet non achevé, il explique les devoirs que l'individu doit respecter vis-à-vis de la planète et vis-à-vis de l'humanité. Mais il ne fait pas une promesse à la personne. Il nous faut associer cette vision du développement durable et une promesse à la personne. Et nous ne sommes pas loin du débat sur le social. Cette question me semble importante. Qu'est-ce que nous pose comme question ce nouveau siècle ? Et comment on réussit sa vie personnelle dans ce contexte ? Du côté des technologies de communication, plein d'horizons s'ouvrent, mais il y a des choses sur lesquelles on va devoir être attentifs. Il faut qu'on arrive à construire en récit cette synthèse entre les conditions de vie en collectivité et les voies nouvelles qui sont celles de l'accès à la culture. Là où j'ai une grande divergence avec une partie de mes amis, c'est que je trouve l'idée de décroissance d'une stupidité sans nom, au sens où elle décrit le monde qui meurt. Bien sûr qu'on doit être décroissant sur la consommation de ressources, sur l'émission de gaz à effet de serre, mais ça ne solde pas les comptes. Avec la culture et la connaissance, nous sommes devant un nouvel infini. On peut faire une

société à quantité de matière limitée et à expansion infinie parce que le champ d'expansion de l'humanité, c'est la relation à l'autre. La relation à l'autre, l'art, sont des infinis, par nature. Il faut qu'on arrive à reconstruire, en projets et en promesses à la personne, ces éléments de récit.

Sur la taxe carbone, trois sujets sont sur la table. Le premier sujet : tous les économistes disent qu'il faut un effet-prix pour rendre sensible les émissions de CO₂. Qu'on ne se trompe pas. On nous promet 15 € la tonne de CO₂, ça va faire quelques centimes au litre d'essence. On est dans l'épaisseur du trait par rapport aux variations de l'essence à la pompe de l'année dernière. Il ne faut pas surestimer l'effet prix. Il est intéressant dans la manière dont la société se parle à elle-même. Si la société et l'État, qui est notre parole collective, disent : il est important de prendre cette question-là en compte, et que vous aurez, bon an mal an, dans le futur, cette valeur du carbone qui va s'apprécier. L'État, qui agit plus qu'il ne parle, malheureusement, devrait avoir une parole forte en disant aux gens : mon but n'est pas de vous punir, mais de vous aider à faire le virage. Je vous donne un signal clair, il va être croissant, couvrez-vous ! Faites le nécessaire pour réduire vos dépenses de chauffage, regardez ce que vous pouvez améliorer au niveau transport, etc. Il faudrait que l'État ait sur le sujet non pas une parole punitive mais qu'il engage une trajectoire collective réussie sur ce sujet.

Un pays ne peut avancer que dans le débat public et dans la capacité à convaincre l'ensemble de la société. C'est dans une conviction partagée que le processus d'avancée se fait. Là, on nous refait le coup de l'urgence, qui sert à shunter le débat. On va nous dire après que tous les comportements d'inquiétude par rapport à la décision sont bien évidemment des comportements rebelles de gens qui sont contre la décision (on vous l'avait bien dit, on ne peut pas réformer ce pays !). Il y en a assez de cette manière de poser le débat public.

Sur le plan technique, deux remarques importantes. L'idée est poussée par Sarkozy, Lagarde et le ministère des Finances de la suppression de la TP. La suppression de la TP pose le problème du financement des collectivités locales. Ça demanderait une réforme des collectivités locales qui ne devrait être que consensuelle dans le pays, faute de quoi je ne vois pas comment ça pourrait passer. Mais on n'est pas parti pour cette qualité de débat-là. Des analyses économiques ont été faites que la TP est un impôt imbécile. Initialement, c'était un impôt sur l'emploi. En période de chômage, taxer l'emploi, c'est particulièrement bête. Donc, ça a été supprimé par Lionel Jospin. Il reste une TP sur l'investissement. Dans la logique de compétition des pays sur la scène internationale, taxer l'investissement est bête aussi. Il y a donc l'idée de supprimer cet impôt. Les services de Bercy ont fait tourner leur modèle et ils aboutissent à la conclusion que supprimer la TP est plutôt une bonne chose parce que ça va aider l'investissement en France et que ça sera bénéfique pour l'emploi pendant la période de crise financière.

Le problème, c'est que ce n'est pas le seul sujet à traiter. Deux autres sujets sont à traiter : comment avec l'argent de la taxe on finance la transition pour ces questions d'énergie et de changement climatique ? Et il y a aussi des investissements à faire sur le logement social. Et il y a l'autre sujet de la neutralité fiscale. Le président a promis que ça ne serait pas une augmentation des prélèvements obligatoires. On va supprimer des impôts en créant cet impôt-là. Cette neutralité fiscale n'est pas difficile à faire à l'échelle du pays, mais si elle se fait à l'échelle du pays, elle ne se fait pas pour chaque famille. On s'aperçoit qu'il y a un énorme écart qui va se faire entre les familles rurales par rapport aux familles urbaines. Les familles rurales, notamment à cause des transports, ont des besoins de carburant plus importants, peuvent être dans des endroits où il n'y a pas le gaz et être obligées d'utiliser du pétrole. Elles émettent donc plus de gaz à effet de serre que les urbains. Le delta calculé est de 300 €.

Peut-être qu'avec le chiffre de 15 € la tonne de carbone, on va descendre à 150 €. Comment essayer de compenser cette question du côté des familles ? Le débat est posé. Il y avait l'idée d'un chèque. Ce n'est pas facile à faire car comment repérer les familles ?

Sur Copenhague, un cri du cœur de ma part : pourquoi est-ce que je suis le seul à gauche à suivre les négociations ? On ne voit jamais le moindre élu dans les conférences de l'ONU. On ne voit jamais personne participer à la négociation internationale. Aux États-Unis, l'ancien responsable républicain de l'équipe de négociation de Georges Bush continue de suivre la négociation. Il vient expliquer qu'il est représentant de la minorité du Congrès. Quand c'était l'équipe de Bush qui négociait, chaque fois qu'elle faisait une conférence de presse, il y avait derrière une conférence de presse des démocrates. Dans notre système en France, quand la gauche n'est pas au pouvoir, elle ne suit plus rien. C'est un problème.

Je ne vais pas rentrer dans le contenu technique de la négociation, mais je vais vous expliquer la gravité de la situation politique dans laquelle on est. Vous êtes face à un exercice qui avait cinq entrées possibles. La première entrée tentée, à la Conférence de Bali il y a deux ans, c'était une entrée à travers le rapport des scientifiques – et leur autorité morale. Les scientifiques disent : pas plus de 2° de réchauffement, division par deux des émissions mondiales (ce qui fait pour la France une division par quatre) des émissions de gaz à effet de serre. Et derrière, une trajectoire d'émission des pays avec des obligations qui doivent aller vers cette division par deux. Cette tentative ne pouvait qu'échouer, pour une question fondamentale : il y a eu une opposition de la totalité des pays en développement. Ce n'est pas que les pays en développement se moquent du climat de la planète. C'est que si vous dites, au niveau mondial, division par deux des émissions de gaz à effet de serre, pour une population mondiale qui va augmenter de moitié, est-ce que vous êtes capable de lui promettre un développement réussi, compte tenu de ce cahier des charges ? Les pays en développement ont dit : on veut bien signer le papier, mais promettez-nous qu'on va pouvoir se développer avec cette contrainte-là. En l'état actuel des technologies et des réflexions, personne n'a su répondre à ça : l'idée qu'on va, dans la nouvelle négociation, voter le climat qu'il fera sur terre en 2050 et en 2100. En l'état actuel des relations internationales, des inégalités et des amertumes internationales, on est incapable d'avoir un accord mondial là-dessus. Donc, cette première entrée utilisée pendant deux ans a abouti à la réunion de Poznan l'année dernière à un échec total. Il faut reprendre ce sujet. La gauche devrait être largement active là-dessus. Quel est notre projet de développement pour tous ? Il ne peut pas y avoir d'accord mondial sans ça.

Deuxième entrée : la question consécutive au Protocole de Kyoto. On avait pris des engagements sur l'ensemble des pays industrialisés. Sur la période 1990-2012, on devait réduire les émissions de gaz à effet de serre. On doit maintenant reprendre des engagements pour la période d'après, 2012-2020. L'Europe a pris ses engagements 3 x 20. Ce n'est pas si facile que ça à faire. 2020 n'est que dans deux ans. Faire 20 % de réduction des émissions en dix ans, il va falloir retrousser ses manches. Pas de démagogie ! Sur cette deuxième entrée, échec total également. Les États-Unis ne veulent pas signer le protocole de Kyoto, en partie pour les mêmes raisons que Bush et pour partie pour d'autres raisons. Les États-Unis reconnaissent le changement climatique (changement complet vis-à-vis de l'ère Bush). Mais il reste un problème. Les États-Unis se vivent comme le gendarme du monde, obligés d'envoyer des GI's sous toutes les latitudes et ils ne veulent pas voir des GI's devant les tribunaux internationaux. Les États-Unis n'ont donc pas signé le TPI, l'interdiction des mines antipersonnelles ou des armes chimiques, parce qu'ils peuvent peut-être les utiliser. Et les États-Unis ne veulent pas signer

le protocole de Kyoto parce qu'il contient des éléments de sanction de primauté du droit des Nations Unies sur le droit américain. Les États-Unis considèrent aujourd'hui qu'ils ne peuvent pas accepter un droit supranational par rapport aux États-Unis. La délégation américaine nous dit : on va prendre des obligations contraignantes devant le Congrès américain et on les rendra publiques vis-à-vis des autres pays. Mais ça ne solde pas les comptes. Par ailleurs, les deux tiers des pays qui ont signé le protocole de Kyoto sont dans le vent, ils n'ont pas respecté leur signature. Les bons élèves de la classe sont la Grande-Bretagne et surtout l'Allemagne. En France, on avait un objectif faible qu'on réalise, mais une grande partie des pays européens ont totalement dérapé. Et dans les autres pays dans le monde, on a des situations d'échec total. Le Canada devait faire 6 % de réduction, ils sont à + 35. Comment rattraper 35 % d'augmentation des émissions par rapport à l'année de départ. Les scientifiques nous avaient dit que pour que ça passe, il faudrait que les pays prennent entre - 25 et - 40 % par rapport à l'année 90. Tous les pays. Tous les pays sont incapables de se mettre dans la trajectoire. Dans les nouveaux engagements, même en se mettant à travailler, certains n'arrivent pas à se remettre à leur taquet de départ de 1990. On a un énorme de crédibilité, on est en très mauvaise posture. Et les pays en développement et les pays émergents ne cessent de pointer ce dérapage et cet échec des pays industrialisés.

Il y avait une troisième hypothèse pour fonder un accord : mettre de l'argent sur la table. Aujourd'hui, c'est difficile parce que l'argent s'est évanoui ! Les États sont en extrême difficulté, après la crise économique et financière, des taux de croissance très faibles, une montée très forte des déficits publics. Et mettre de l'argent sur la table pour le mois de décembre est aujourd'hui une énorme difficulté. On est dans une situation d'échec aussi.

Quatrième point d'entrée possible. Les Américains ont tenté un coup : puisqu'on n'aime pas l'ONU et qu'on ne va pas arriver, dans ce contexte, à un accord international, on vous propose d'avoir un accord entre grands pays et les grandes économies mondiales. Ils ont essayé un accord direct avec la Chine. Les Chinois ne veulent pas en entendre parler. En l'état actuel des choses, les Chinois ne vont pas faire la courte échelle aux Américains qui n'ont pas signé le protocole de Kyoto, qui ne respectent pas leurs engagements. Sachant que les Américains leur demandent en même temps à eux, Chinois, de prendre des engagements, et de les prendre devant la communauté internationale. Aujourd'hui, cette idée d'accord séparé a fait long feu et on est mal.

Il reste une cinquième voie, qui est difficile et qui vous concerne. Je suis en train de vous expliquer l'échec à venir de la Conférence de Copenhague. Quand je dis échec, ça ne veut pas dire qu'on va rompre les négociations, ça veut dire qu'il y aura report, qu'on ne finira pas à Copenhague. Et Copenhague se fera dans le drame. Mais à l'intérieur de ça, la négociation a quand même avancé dans une bonne direction. Finalement, par rapport à un problème de cette gravité, il n'y a pas d'autre possible que de mettre tout le monde au travail. En gros, on demande à chaque pays de faire un programme national sur ces affaires de changement climatique, de regarder ce qu'il peut faire au niveau de la réduction de ses émissions, comme il peut adapter ses territoires au changement. Il va bien falloir faire des choses puisque le changement climatique est déjà là. On est maintenant parti dans une approche des territoires, qui remonte vers le haut. On demande à chaque territoire de se mettre au travail. C'est totalement cohérent avec le processus français en ce moment, puisque vous avez, par la loi Grenelle 1, l'obligation de tous les territoires de plus de 50 000 habitants de faire un plan climat. On rentre dans un processus, dans le cadre de l'ONU, non pas sous forme d'une obligation, mais sous forme d'une incitation. Et si de l'argent peut venir dans la négociation, ça sera de

l'argent pour récompenser les pays et les territoires qui vont se mettre dans l'action. On est incapable de trouver un accord global, mais on peut mettre une dynamique de mise en mouvement et d'intéressement financier à la mise en mouvement.

Je viens de finir d'écrire pour les Nations Unies le guide "Comment faire un plan climat territorial pour toutes les régions du monde", en me focalisant au niveau de l'écriture sur les régions des pays en développement. Si on arrive à créer cette dynamique-là, peut-être que dans un an ou deux, si la crise financière s'estompe et qu'il y a un peu d'argent à mettre dans le jeu, on pourra aller vers l'accord. Comprenez que c'est une question politique majeure. Vous êtes dans un affrontement nord-sud. Et dans cet affrontement, vous êtes dans la logique : avons-nous un projet de développement commun pour l'humanité, quelles sont les trajectoires ? Donc la discussion sur les emplois, le green new deal, comment on fait le social ? On est en permanence dans cette discussion. Si je pouvais avoir obtenu de votre part que vous constituiez un lobby puissant pour faire que le parti socialiste envoie des délégations actives pour suivre ces négociations, et que la gauche européenne prenne le sujet en charge, j'aurais gagné ma matinée.

Laurence Rossignol

Comment les questions climatiques et environnementales permettent aux socialistes de renouer avec une "vertébration" de leur pensée, qui soit à la fois fidèle à leurs valeurs et tournée vers le futur ? La question de Copenhague interpelle les socialistes à porter un projet internationaliste, avec une identité internationaliste. Je ne crois pas que nous ferons de la surenchère sur les objectifs pour les pays développés. Ce n'est pas l'objet. L'objet est plutôt de savoir comment on atteint ces objectifs. Et pour nous, socialistes, comment on propose d'atteindre ces objectifs sans entamer la cohésion sociale et sans accroître les inégalités. En revanche, la crise économique et financière peut être utilisée comme un prétexte à la non mobilisation aux côtés des pays du sud. Il ne faut quand même pas croire qu'il n'y a plus d'argent qui circule dans le monde ! La question de savoir s'il y a des fonds mobilisables pour aider les pays du sud est essentielle pour deux raisons. D'abord parce que les pays en développement doivent pouvoir rattraper leur retard de développement par rapport aux pays industrialisés. Il n'est pas question que la réduction des émissions de gaz à effet de serre se fasse sur une réduction égalitaire, comme frein au développement. Il n'est pas possible que ces pays, privés des moyens d'aller vers leur propre développement aux normes nouvelles d'une industrie nouvelle, se retrouvent en situation d'être les pays d'accueil des activités externalisées des pays bons élèves des accords climatiques. C'est une possibilité. Si on donne aux pays non développés le choix entre ne pas se développer ou accueillir des activités sur un modèle dépassé dans les pays industrialisés, on ne pourrait pas leur reprocher de faire ce choix, même d'un développement carboné. Les nations industrialisées sont suffisamment perverses pour faire aussi ce choix-là. Le véritable enjeu socialiste est là. J'entends ce que dit Pierre sur la place des socialistes dans les négociations de Copenhague. Très franchement, c'est une affaire parlementaire, et même de Parlement européen. Où sont les députés socialistes européens ? Comment se fait-il qu'à l'Assemblée nationale, il n'y ait pas une mission composée à la proportionnelle qui suive le sommet de Copenhague. Je n'arrive pas à trouver qui est dedans, et si ça se trouve, il n'y en a pas. Je ne suis pas convaincue que le gouvernement ait envie de partager Copenhague au-delà de l'exécutif. Il y a là une petite bataille démocratique à mener à la rentrée dans les nouveaux droits du Parlement. Nous allons organiser au mois de novembre, probablement avec l'Internationale socialiste,

un rendez-vous Copenhague à Paris qui devrait porter les propositions des socialistes dans leurs dimensions internationalistes et co-développement nord-sud.

Sur la taxe carbone, dans notre esprit, c'est une taxe à vertu pédagogique pour le moment. À un moment, à la demande des organisations représentantes du patronat, il fallait sortir sur la feuille de paie toutes les charges, de façon à ce qu'elles soient lisibles et que le salarié sache bien combien le patron payait pour lui en brut. D'un certain point de vue, la taxe carbone, c'est un peu la même chose. C'est faire prendre conscience qu'à chaque fois qu'on utilise une énergie fossile, on laisse une empreinte écologique qui a un coût, et qu'il faut commencer à anticiper ce coût et à le prendre en charge. Sur la taxe carbone, il y a un consensus global, mais on a le gouvernement le plus disqualifié pour faire ça, parce qu'il a créé un grand climat de méfiance et de défiance sur la question de la fiscalité à partir du paquet fiscal. Ce gouvernement n'est pas apte à conduire une réforme fiscale pour proposer les voies de transition de notre fiscalité, assise essentiellement sur le travail, vers une fiscalité intégrant une partie de fiscalité écologique. En soi, ce n'est pas choquant, c'est une bonne perspective, mais on est dans la plus mauvaise des situations pour le faire parce qu'inéluctablement, ce même gouvernement, qui s'est fait élire sur un discours anti-impôts, un discours démagogique, sur un discours populiste contre l'impôt et la dépense publique, se trouve obligé, pour d'autres raisons politiques, d'avancer sur la taxe carbone. Par rapport à la question démocratique dans le développement durable, et comment partager les évolutions, on n'est pas bien.

Au mois de juillet, je suis intervenue sur la taxe carbone, et j'ai dit : voilà les conditions que les socialistes mettent à la taxe carbone. Nous avons dit oui sur le principe, c'est nécessaire pour identifier l'empreinte écologique des activités émettrices de gaz à effet de serre, mais ça ne peut pas être un facteur supplémentaire d'accroissement des inégalités fiscales. Il faut que les ressources, s'il y a, soient exclusivement dévolues à la lutte contre le réchauffement climatique. Donc, ça ne peut pas venir abonder le budget de l'État et compenser les cadeaux du paquet fiscal. Ça ne peut pas suppléer la taxe professionnelle, pour des raisons à la fois théoriques et pratiques, parce que d'ici que la taxe carbone rapporte ce que la taxe professionnelle rapporte aux collectivités, ce n'est pas jouable. En plus, ce serait très pervers pour les collectivités locales d'avoir envie d'attirer des entreprises fortement émettrices de gaz à effet de serre ! Et on a mis aussi quelques conditions qui concernent la redistribution. On a hésité sur le chèque mais en revanche, on a identifié une série de choses. Tout d'abord, la précarité énergétique : 10 millions de personnes vivent en précarité énergétique aujourd'hui. Leur note de chauffage est au-delà de leur budget et de ce qui est normal et nécessaire pour se chauffer, parce qu'ils vivent dans des conditions de vétusté des installations, etc. Donc, travaux d'isolation thermique. Nous avons proposé la mise en place d'un droit opposable à l'efficacité énergétique. Le gouvernement a mis en place les prêts à taux zéro, qu'on avait déjà mis en place dans des régions (ma région le fait depuis 2004). Le prêt à taux zéro pour faire des dépenses d'isolation thermique, c'est formidable pour ceux qui veulent bien les faire et pour ceux qui ont les capacités d'emprunt pour les faire. Mais le locataire dont le propriétaire ne veut pas faire, il ne peut pas. Le locataire d'un bailleur social qui ne veut pas, il ne peut pas en bénéficier, et il va quand même payer la taxe carbone. Et le propriétaire pauvre ne peut pas en bénéficier non plus. On avait assorti la taxe carbone et le prêt à taux zéro d'un dispositif d'aide aux travaux d'isolation thermique. Sur le détail, il y a des technicités possibles au moment des mutations de propriété. Et pour les locataires, un droit opposable à l'efficacité énergétique : la possibilité pour le locataire de se retourner vers son bailleur s'il lui impose un coût de chauffage anormal. Autre condition : un zonage dépendant des infrastructures collectives de transport et des capacités d'accès à la mobilité. Ce sont les conditions qu'on a mises à

l'adoption de la taxe carbone. On n'est pas rentré dans le débat du prix à la tonne. Entre nous, je mets au défi 99 % des Français de comprendre ce que veut dire : 32 € la tonne de carbone. "Le gouvernement annonce que la tonne de carbone va passer de 32 à 14 €" ! Je ne connais pas grand monde qui comprenne ce que ça veut dire. Personne n'achète une tonne de carbone ! C'est très difficile à se le représenter. Le gouvernement n'a pas fait preuve de pédagogie, il y a un mauvais climat et on est dans un mauvais débat sur cette taxe carbone. Le groupe parlementaire a une feuille de route collective, puisqu'on avait adopté une position commune. Et en fonction des conditions, il devra en toute liberté adapter son vote. Mais je me suis fait vraiment interpellé sur le thème : les socialistes n'ont pas besoin de voler au secours de Sarkozy quand il invente un nouvel impôt. Ce n'est pas un débat facile. En résumé, taxe carbone : oui sur le principe, écologiquement efficace, fiscalement juste. Et dans le cadre d'une réforme fiscale plus globale et qui aille vers une plus grande justice fiscale, assortie de mesure permettant aux gens de réduire leurs dépenses.

Faire des économies d'énergie, c'est avant tout faire faire des économies aux familles. Ce n'est pas les surtaxer. Il faut que nous, socialistes, insistions beaucoup là-dessus. Le gaspillage énergétique ou le surcoût énergétique pèse essentiellement sur les plus démunis et les plus pauvres. Plus on est pauvre, plus la part proportionnelle de l'énergie dans le budget est élevée. Quand on veut aider à la sobriété, il faut se dire qu'on fait ça pour permettre aux familles de faire des économies d'abord pour elles-mêmes. Il y aurait beaucoup de choses à dire encore sur les tarifs EDF. Et quant au nucléaire, il faudra bien que le parti socialiste finisse par en parler un jour !

Jean-Louis Bianco

Sur la taxe carbone, la position du PS est parfaitement claire. Et c'est quand même une position courageuse. On se fait plutôt engueuler sur le fait qu'on n'est pas contre.

Sur Copenhague, il faut que les parlementaires, et notamment l'opposition, demandent à être présents. Ça ne me paraît pas une montagne. J'étais présent parfois au débat de l'OMC en tant que député socialiste, avec des gouvernements de droite. Ségolène Royal a été désignée par le CNUD pour y aller. Mais il faut que le parti socialiste en tant que tel y soit, que les parlementaires y soient. La réunion de novembre possiblement avec l'IS est très importante pour qu'on ait une position internationale aussi forte que possible.

Tout ce qu'on s'est dit ce matin, malgré les difficultés, doit nous conduire à l'optimisme. On a là des sujets où, de manière presque inespérée, on doit mettre en même temps l'individuel et le collectif. Où la qualité du débat participatif est la condition pour la réussite des réformes. Où l'implication des citoyens et pour des raisons pratiques, écologiques et démocratiques, est absolument nécessaire. Si on veut réussir, l'alpha et l'oméga de tout ça est une valeur fondamentalement de gauche, la solidarité.

Si on travaille bien, on a quelques chances d'être capable de redonner un peu d'espoir à nos concitoyens.